



Dimitra Bulletin

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



🕒 Réduire la pauvreté en milieu rural

🕒 2014, année internationale de l'agriculture familiale



Sommaire

- 3 | RDC – Clubs d'écoute Dimitra et réduction de la pauvreté, un forum pour partager les résultats
- 8 | Série Portraits : Marguerite Atilomoi, modératrice du club d'écoute « Etumba na nzala » à Yanonge (RDC)
- 10 | Burundi – Clubs d'écoute communautaires : « Petit à petit, l'oiseau fait son nid »
- 12 | Mauritanie et Sénégal – Clubs d'écoute communautaires et champs écoles paysans, un projet transfrontalier
- 13 | Ghana – Démarrage des clubs d'écoute communautaires Dimitra dans le Gonja Ouest
- 14 | CoOPÉquité – Une approche inclusive basée sur la participation, la bonne gouvernance et le genre
- 16 | Niger et Burkina Faso – Quatre années de capitalisation d'expériences
- 18 | Kenya – Les producteurs rencontrent les acheteurs grâce à Sokopepe
- 19 | Ouganda – U-report, fer de lance pour la mobilisation des jeunes
- 20 | Inde – Des agricultrices trouvent des solutions à leurs problèmes dans le Gujarat
- 21 | Agriculture familiale : contributions des femmes et des hommes
- 21 | Politique de la FAO sur l'égalité des sexes
- 22 | Nouvelles publications FAO
- 23 | Autres ressources



© Christian Akimbat

Amies lectrices, amis lecteurs,

C'est toujours avec plaisir que nous vous accueillons dans le Bulletin Dimitra, et en particulier dans ce numéro 24. Nous saisissons cette occasion pour rendre hommage à Phuna Mabika Dakeini, notre collègue de longue date en RD Congo, dont le décès nous a profondément attristés.

Cette publication met en lumière des expériences d'approches de développement qui contribuent à la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Réduire la pauvreté rurale est l'un des objectifs stratégiques de la FAO pour les prochaines années auquel le projet Dimitra contribue particulièrement.

Des méthodologies novatrices ont été développées qui visent à mettre au centre des actions de la FAO la participation, le genre et l'autonomisation des populations et des organisations rurales. C'est dans cet esprit que le projet FAO-Dimitra appuie depuis plusieurs années des clubs d'écoute communautaires (CEC) qui facilitent un processus de renforcement des communautés rurales, avec un accent spécial sur le leadership des femmes. A ce stade, il nous a semblé nécessaire de marquer une étape en capitalisant sur les années d'expérience des clubs. Ainsi est jointe à ce bulletin une fiche qui décrit les caractéristiques essentielles qui font des clubs d'écoute communautaires Dimitra une approche unique. Vous trouverez également dans ce numéro un dossier qui illustre l'impact des CEC en Province orientale de la République démocratique du Congo (RDC). Un forum des clubs d'écoute à Isangi, qui a rassemblé les membres des 60 clubs d'écoute de la Province, est le point de départ pour parler des résultats obtenus.

C'est Marguerite Atilomoi, une jeune femme leader de la Province Orientale, qui a été choisie pour notre série Portraits dans ce numéro. Marguerite est la modératrice d'un club d'écoute et fait également partie du Comité Directeur d'une Organisation de Producteurs Agricoles (OPA) et des instances dirigeantes de l'Union des OPA de sa localité.

Plusieurs articles parlent de la création de nouveaux clubs, en Mauritanie, au Sénégal et au Niger avec le programme régional de Gestion intégrée de la production et des prédateurs (GIPD) de la FAO, mais aussi au Ghana. Le Ghana est le premier pays anglophone où des CEC viennent d'être lancés dans 18 communautés du Gonja Ouest, au nord du pays, dans

le cadre d'une initiative régionale de la FAO qui s'inscrit dans le contexte de l'objectif stratégique de réduction de la pauvreté rurale.

Le programme CoOPÉquité est une autre approche qui facilite la mise en œuvre de politiques et mesures encourageant le développement d'organisations de producteurs et productrices équitables et performantes. Une interview avec les responsables de ce programme permet d'illustrer cette approche basée sur la participation, la bonne gouvernance et le genre.

Le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » de la FAO fait le bilan des activités et réalisations à l'issue de quatre ans de fonctionnement. Il a testé et adapté des méthodologies pour capitaliser les expériences et dégager des bonnes pratiques, avec comme angle principal l'égalité hommes-femmes.

Une série d'articles décrivent des initiatives qui exploitent les technologies de l'information et de la communication (TIC). Au Kenya, la plateforme Sokopepe pour le commerce des produits agricoles est utilisée par les petits producteurs pour obtenir des informations sur les prix ainsi que des conseils agricoles. Au Gujarat, en Inde, une ONG féminine a instauré un système d'information sur les marchés par SMS pour aider les agricultrices à vendre leur production à un prix plus juste. L'application U-Report, développée par UNICEF en Ouganda, permet aux jeunes Ougandais de s'exprimer gratuitement par SMS sur les initiatives en cours dans leurs communautés.

L'année 2014 a été déclarée « Année internationale de l'agriculture familiale » pour mettre en valeur l'importante contribution de l'agriculture familiale et des petites exploitations à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté. Un article décrit comment la FAO, en concertation avec ses partenaires, compte encourager les pays à adopter des politiques de soutien aux exploitations familiales, au travers de programmes de protection sociale et de fourniture de services ruraux.

Je vous souhaite une bonne lecture, ainsi qu'une excellente année 2014!

Rob Vos

Directeur | Division de la protection sociale
Département du développement économique
et social de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

FAO-Dimitra

Bureau de Liaison de la FAO avec l'Union Européenne et la Belgique
30, boulevard Simon Bolivar (20ème étage)
B-1000 Bruxelles, Belgique

Eliane NAJROS, *Coordinatrice du projet*
Maartje HOUBRECHTS, *Chargée de projet*
Yannick DE MOL et Christiane MONSIEUR,
Spécialistes genre, information et communication

+32 2 204.07.49

dimitra@fao.org – www.fao.org/dimitra

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Étrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGD) Belgique.

RDC | Clubs d'écoute Dimitra et réduction de la pauvreté, un forum pour partager les résultats

Le premier forum des clubs d'écoute communautaires Dimitra du District de la Tshopo s'est tenu les 9 et 10 août 2013 à Isangi, en Province Orientale (République démocratique du Congo). Il a été une occasion unique de rencontre, de réflexion et de partage d'expériences pour les représentants(e)s des 60 clubs d'écoute (CEC), sept radios communautaires et de nombreux acteurs clés, associés de près ou de loin aux CEC. Les clubs ont été mis en place en un an à peine dans le cadre d'un projet de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire. Ce projet axé sur les questions de genre est exécuté par la FAO, avec un financement du Gouvernement de la RDC et du FIDA. L'article raconte le forum et présente des données et anecdotes qui sont le reflet d'un pari gagné par les membres des clubs ayant accepté de miser sur cette approche novatrice.



Elysée Otondja se lève et déclare avec un mélange de fierté et d'étonnement: «Je suis devenue Présidente du Club d'écoute Dimitra. Moi! Je n'y aurais jamais cru!». Sa voisine Françoise Oleke acquiesce d'un mouvement rapide de la tête: «Et moi, alors! J'étais dans les nuages, je ne comprenais pas, je ne parlais pas et maintenant, oui!».

Le jeu de rôles va bon train. Chacun y joue le rôle d'un membre de club d'écoute qui partage ses impressions et idées sur les changements

que le club a apportés dans sa propre vie, dans celle de sa communauté et dans la réduction de la pauvreté en milieu rural. Dans l'enthousiasme général, les réactions se succèdent, les unes après les autres: «Avec le club, j'ai appris comment manger convenablement, les repas sont plus variés»; «On peut travailler seul, mais l'union fait la force. Ici, on partage les idées, on travaille en équipe, toutes les catégories mélangées, même les pauvres!»; «Maintenant, on peut manger ensemble et il y a moins

d'interdits alimentaires pour les femmes»; «On a décidé de réhabiliter la piste pour faire passer les produits agricoles»; «Je n'avais pas l'habitude de parler devant des hommes, c'était à cause de la coutume».

Cette mise en scène des effets induits par les clubs d'écoute en Province Orientale s'est déroulée dans le cadre du premier forum des clubs d'écoute communautaires Dimitra du District de la Tshopo. Pour l'occasion se sont réunis pendant deux jours 60 représentant(e)s de ces clubs (environ moitié femmes et hommes), sept radios communautaires de la Tshopo associées au projet et la Radio Okapi des Nations Unies, dix représentants des services étatiques aux niveaux provincial, du district et du territoire, plusieurs chefs coutumiers et leaders sociaux, des représentants d'unions de producteurs agricoles et d'autres partenaires du projet, notamment l'ONG Inades-Formation.

Un forum pour échanger, dialoguer, décider

L'objectif du forum d'Isangi: échanger les expériences et identifier les changements apportés par les clubs d'écoute Dimitra pour les 18.000 bénéficiaires du projet dans 167 villages. Le forum a également permis aux participants d'évoquer les difficultés rencontrées et d'envisager le futur des clubs.



La voix de Phuna Mabika Dakeini s'est tue

C'était un homme de radio et pendant des années, il a partagé son enthousiasme et ses compétences au bénéfice de projets de communication de la FAO. Sa dernière contribution, Phuna l'a donnée au projet des clubs d'écoute communautaires Dimitra en Province Orientale. Il y a travaillé avec passion sur ce en quoi il croyait profondément: un développement qui passe par la voix des gens et la radio communautaire.

Aujourd'hui, toute l'équipe Dimitra, la FAO et les clubs d'écoute de la RDC sont en deuil. Au revoir, Phuna, ta voix s'est tue, mais elle résonnera toujours en nous tous.



© Eliane Njirou

Exposition de photos de clubs d'écoute communautaires Dimitra en RDC et ailleurs en Afrique organisée lors du Forum.

Réalisations du projet clubs d'écoute communautaires Dimitra en Province Orientale

Aster Bashige, le Coordonnateur du projet «Clubs d'écoute, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et genre», rappelle que le forum des clubs d'écoute d'Isangi fait suite à près d'un an d'activités de sensibilisation, d'appui et de formation des femmes et des hommes, membres des clubs d'écoute. Ces activités ont été menées, avec l'appui d'Inades-Formation RDC dans tous les bassins et axes d'intervention du Programme de Réhabilitation de l'Agriculture dans la Province Orientale (PRAPO), à savoir Isangi Ouest, Sud, Nord, Est, Basoko (Lileko) et les axes de Kisangani (Bengamisa, Ubundu et Wanyarukula). «Il faut souligner l'engouement particulier des populations invitées à se réunir autour des clubs d'écoute et le dynamisme remarquable des membres des clubs et des radios communautaires qui se sont lancés dans l'aventure», rajoute-t-il.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 240 villages visités et sensibilisés sur l'approche des clubs d'écoute et le genre, y compris les autorités administratives, politiques, religieuses, coutumières et communales; près de 18.000 personnes touchées directement ou indirectement par ces actions; 325 membres des clubs d'écoute (femmes et hommes) et animateurs/animateuses des organisations paysannes formés à l'approche, au genre et

au suivi participatif; 23 personnes des sept radios communautaires formées sur la communication participative et les techniques de production de programmes interactifs.

Aujourd'hui, on compte 60 clubs d'écoute communautaires Dimitra dans le district de la Tshopo, qui couvrent 167 villages sur 317 villages, et pour un nombre de membres atteignant 2 275 membres (environ moitié de femmes).

Les clubs d'écoute se réunissent une à deux fois par mois, pour discuter de leurs besoins et priorités. Ils contactent les radios pour des compléments d'information, écoutent les émissions produites et les débats d'autres clubs et surtout, prennent des décisions et agissent ensemble pour améliorer leur cadre de vie et leurs moyens d'existence. Pour améliorer l'accès à l'information et faciliter le dialogue, chaque club d'écoute a reçu une radio solaire et à manivelle ainsi qu'un vélo.

Aster Bashige insiste sur les changements de comportement qu'il a constatés: «l'auto-prise en charge et la participation des femmes, des ménages et des communautés, notamment. Aujourd'hui, les gens pensent à la communauté et à la richesse de leur club d'écoute.» Un long chemin parcouru en peu de temps par le projet!

mêmes tendances se sont rapidement dégagées au niveau des idées et des expériences vécues, dénotant de nombreux points communs en termes de problèmes identifiés, de thèmes traités, d'actions entreprises et même de difficultés rencontrées.

Accès à l'information et à l'expression

L'un des aspects relevés par la plupart des participants était l'importance d'accéder à des informations pertinentes telles que demandées aux radios par les clubs d'écoute. Pour nombre de femmes vivant dans des sociétés rurales où c'est souvent l'homme qui possède et monopolise la radio, disposer tout simplement d'un poste radio solaire – «On ne doit même pas acheter de batterie!» – est déjà une victoire. Mais c'est aussi le rapport privilégié avec les radios communautaires qui est mis en avant et la possibilité d'interagir sur des thèmes d'intérêt commun par le biais de la radio.

«Avant, les radios ne venaient pas jusqu'aux villages. Aujourd'hui, elles sont là et elles sont attentives aux populations qu'elles servent et aux CEC qui parlent des problèmes des gens et que les gens écoutent.» Il y a eu appropriation de la radio par les populations. Pour une participante du forum, membre d'un club d'écoute, c'est aussi la possibilité pour tous de s'exprimer sur ce qui compte. «Il y a une ouverture car pour parler à la radio, il ne faut pas avoir étudié!», dit-elle.

La radio n'est plus seulement un passe-temps: «Avant, je ne faisais qu'écouter de la musique à la radio. Maintenant, je m'intéresse aux émissions qui transmettent des thèmes de développement», déclare un membre d'un club d'écoute de jeunes du Bassin Est lors d'une session plénière. «Sans compter que ça reste une occasion d'écouter des programmes en famille et que les informations profitent à toute la communauté. Toute la population suit les émissions», rajoute-t-il.

Les thèmes récurrents ayant été choisis et abordés par les clubs incluent la malnutrition et les groupes d'aliments, la santé (le paludisme et la maladie du sommeil), l'assainissement du milieu, le maraîchage, les ventes groupées, l'achat d'intrants, l'élevage, etc.

Changements de comportements

Les clubs d'écoute Dimitra donnent fréquemment lieu à des réflexions et à une remise en question des façons de faire habituelles. C'est là un point fondamental dès lors que le développement est avant tout un processus de transformation devant mener à de meilleures conditions de vie. S'agissant de développement rural, les changements auxquels les clubs ont mené sont de nature variée, mais concernent toujours la vie quotidienne des communautés et des ménages.

Par exemple, il a suffi de quelques rencontres et d'un programme radio «Mamans et papas réunis» pour convaincre les familles qu'un

Tous les participants ont afflué à Isangi par pirogue, bac, vélo, moto et radeau pour participer à cette rencontre-forum pas comme les autres. Les travaux ont été marqués par l'utilisation de méthodes à l'image des principes de la dynamique des clubs d'écoute: l'auto-organisation, la capacité d'écoute, la liberté d'expression, l'égalité, le souci de la participation de tous et de toutes, l'utilisation des expériences, l'action et la créativité.

Les deux journées de travaux ont permis de mettre en lumière les résultats remarquables

obtenus par les clubs, depuis la forte participation des femmes dans une région où la coutume veut que celles-ci ne s'expriment jamais en public et encore moins devant des hommes, en passant par les changements visibles dans divers domaines de la vie courante (agriculture, alimentation, relations), jusqu'aux actions collectives et individuelles mises en œuvre par les clubs.

Les restitutions des groupes de travail du forum se sont tenues dans la bonne humeur. Les mots et les idées se bousculaient, mais les



repas doit être varié et qu'on peut mettre le riz et le pundu (feuilles de manioc) dans la même assiette. Et pourtant, les habitudes alimentaires ne sont pas faciles à changer! Une représentante d'un club de l'axe de Yanonge raconte que dans le passé, «on ne vivait que des produits achetés. Maintenant plusieurs CEC ont des petits jardins potagers». Les exemples abondent: à Lilanda, les semences de niébé (sorte de haricot) posaient problème à cause des rendements faibles. Les CEC ont demandé un appui pour améliorer les rendements, ce qui a fait augmenter la production et leur revenu. A Yabaondo, un club d'écoute a collecté une somme d'argent pour louer deux champs de riz. Le club a ensuite produit 1800 kg de riz et des semences.

Ce sont aussi les actions collectives des clubs d'écoute qui stupéfient les observateurs: à sa demande, le CEC de Bosau a reçu en prêt un champ communautaire. Les travaux champêtres se sont faits à tour de rôle et le club rapporte qu'il y a eu une amélioration de la sécurité alimentaire.

Un membre du club d'écoute du village de Yanfole affirme que «la piste était très mauvaise et le village enclavé. Avec le club d'écoute, on a décidé de réparer la route. Le premier véhicule qui est passé a été celui du programme de lutte contre la maladie du sommeil. Après les soins de première nécessité, ce sont les commerçants qui commencent à arriver». Même situation à Weko où le CEC a mobilisé la communauté pour aménager leur axe routier tandis que dans le village de Yalibwa l'accès à l'eau potable étant difficile, le CEC a aménagé deux points d'eau avec des moyens locaux.

Les hommes pilent le manioc et les femmes vont pêcher!

Les nombreux travaux de groupe du forum ont mis le doigt sur un autre phénomène auquel personne n'aurait cru il y a un an: les changements dans les rapports hommes-femmes, y compris en termes de répartition

Les radios: la voix des communautés pour les communautés

Le dynamisme des radios communautaires du District de la Tshopo et leur collaboration avec les clubs d'écoute ont été essentiels. Sept radios – Radio Kulukoko, Radio Mabele, Radio Yanonge, Radio Bondeko d'Isangi, Radio Boboto, Radio Mwangaza et Radio-Télévision Bondeke-Isangi (RTBI) – se sont engagées dans l'aventure des CEC.

Ce qui est frappant, ce sont les conventions de collaboration entre clubs d'écoute et radios communautaires qui ont été signées. Ces chartes doivent permettre de construire une véritable collaboration et à chacun de mieux travailler. Quelque 45 émissions sur des sujets divers demandés par les clubs d'écoute (par exemple, fonctionnement des CEC, assainissement, alphabétisation, agriculture et élevage, répartition des tâches agricoles entre hommes et femmes, pisciculture, cultures maraichères, etc.) ont déjà été produites, réalisées et diffusées par les radios communautaires.

Les radios ont participé très activement au forum des clubs d'écoute et plusieurs d'entre elles ont tenu à donner leur vision et exprimer leur satisfaction sur l'approche des clubs d'écoute.

Joseph Bassay de la RTBI a insisté sur le rapprochement des communautés et des radios à travers les CEC. «Pour nous journalistes, les CEC ont révolutionné notre travail. Maintenant, quand on va dans les communautés, on nous connaît et on se sent membres de la communauté. De plus, elles participent à la radio. Les programmes ont été réaménagés avec les propositions de la communauté. Une radio à partir des communautés et pour les communautés!» Il a poursuivi en parlant des

programmes: «Ils sont beaucoup plus intéressants avec la voix des femmes. C'est plus riche, les émissions sont participatives, les idées abondent: les gens écoutent et aiment s'entendre à la radio».

Il a tenu à remercier les CEC qui se sont organisés pour soutenir leur radio. «Il y a encore des efforts à faire, mais les CEC ont la volonté de résoudre les problèmes. La question reste le matériel.» Un appui technique a été fourni aux radios dans le contexte du projet pour mieux répondre aux besoins identifiés par les clubs, y compris quelques kits de reportage et une formation en techniques de production d'émissions radiophoniques. Mais il y a encore d'autres besoins.

Joseph Bassay a conclu qu'il s'agissait du «tout premier projet qui met les communautés et les radios ensemble» et qu'aujourd'hui il y a non seulement symbiose entre CEC et radios, mais aussi les CEC sont l'affaire de toute la communauté. «Les radios doivent aussi soutenir les clubs pour éviter qu'ils s'effondrent».

Sylvain Loula, de Radio Boboto, a tenu à prendre la parole et a déclaré qu'avant «on parlait à la place de la population. Les formations ont été importantes pour concevoir et produire différemment, de façon participative».

Henri Ngoie, de Radio Kulukoko, a surenchéri en rappelant le manque de participation avant les CEC et a fait écho au représentant de la Coopération technique belge (CTB), présent lors du forum, qui a déclaré qu'auparavant, il n'y avait aucune interactivité entre radios et populations.

des tâches au sein des ménages. Un membre de club d'écoute, encore stupéfait par cette nouveauté positive, a déclaré en plénière pendant le forum que «maintenant, des hommes pilent le manioc!». Et c'est dans la joie et le rire que l'assistance a accueilli le commentaire d'une femme qui a déclaré: «Avant, les femmes lokelé ne pêchaient pas, maintenant on a des filets et on est aussi des pêcheuses. On attendait cela depuis longtemps!». Même les violences domestiques et sexuelles ont fait l'objet de débats au sein des CEC. Il reste encore beaucoup de choses à faire, mais c'est déjà un pas important de voir que l'expression sur des sujets aussi sensibles se libère.

Les pouvoirs publics et les autorités traditionnelles ne sont pas en reste. Des synergies importantes se sont en effet développées avec les clubs d'écoute. Par exemple, à Yabaondo, l'administration territoriale a mis en place un Comité local de développement et sous l'effet du CEC a décidé de respecter l'équilibre hommes-femmes (14 hommes et 14 femmes)

dans le comité. A Yanonge, sur demande d'un club, les autorités ont mis en place un service genre et famille.

L'Etat est venu!

Les CEC sont considérés comme une aide précieuse pour les pouvoirs publics. Ceux-ci réagissent par rapport aux demandes des CEC, notamment en matière de santé et d'assainissement. L'Etat a ainsi appuyé ces demandes par des conseils d'hygiène sur la façon d'assainir les parcelles. Cela a été suivi par des émissions à la radio et des discussions avec le docteur Ley de l'hôpital général de l'INERA Yangambi pour lutter contre les maladies des mains sales.

Récemment, l'Inspection de l'Agriculture du District de la Tshopo a également doté 15 clubs d'écoute de houes, bêches, pelles et râtaux pour l'entretien des pistes agricoles dans le cadre du désenclavement et dans l'optique de l'évacuation de la production vers les marchés. Il s'agissait des clubs d'écoute qui avaient déjà réalisé ce type de travaux.

Collaboration avec les services étatiques

En septembre 2012, à l'occasion de l'atelier de lancement des clubs d'écoute communautaires de Kisangani, deux inspecteurs des services de l'Etat avaient déclaré attendre que cette nouvelle approche donne « un élan nouveau à tout le système de développement ».

François Bassay Baloimba, Inspecteur de District de l'Agriculture, convaincu de l'utilité de la communication participative, avait alors affirmé que « la participation de tous – la femme, l'homme, et même les jeunes – est une bonne affaire. C'est la contribution de tout le monde, dans la recherche de solutions et dans l'action, qui va appuyer le développement rural ». Il avait aussi mis l'accent sur l'importance, pour les services de l'état, de travailler en synergie avec les clubs car « nous ne pouvons pas être partout, mais grâce aux clubs, nous serons informés par les communautés de base ».

A son tour, Richard Azelito, Inspecteur Provincial du Développement Rural, avait insisté

sur la nécessité d'aborder les questions de genre car « en milieu rural, le gros du travail est entre les mains des femmes. Alléger le travail des femmes, augmenter la production sont autant de moyens de réduire la pauvreté ». Il avait aussi souligné le rôle de « l'instrument précieux qu'est la radio communautaire qui va permettre de diffuser aux autres communautés les messages des clubs d'écoute, basés sur l'analyse des expériences des clubs, de leurs décisions. Si cela marche, cela fera tâche d'huile dans tout le District et la Province ».

Après un an de mise en œuvre, est-ce que cela a fait tâche d'huile? Nous avons posé la question à François Bassay, qui était à Isangi pour participer au forum des clubs d'écoute Dimitra. Toujours en mouvement sur sa moto dans le district de la Tshopo, il nous a raconté ce qu'il a vu et vécu au cours de ces derniers mois. « Les CEC sont la démonstration que l'homme et la femme sont en mesure de trouver des solutions à leurs problèmes. Les CEC

ont permis la libération de l'esprit de créativité! », a-t-il affirmé. « En tant qu'inspecteur de l'agriculture, les CEC facilitent notre travail avec les populations. Il y a des échanges et des synergies entre les services de l'agriculture et les CEC. Nos techniciens sont formés et peuvent alors donner un appui pertinent à la communauté ».

D'un petit sourire serein, il a raconté une anecdote : « Cela m'a frappé. J'étais en mission à l'intérieur et partout où j'arrivais, la première demande qu'on me faisait était de créer un club d'écoute! Les villages se disputaient pour avoir un club. Ailleurs, quand je posais la question: faites-vous partie d'une organisation paysanne du Bassin, on m'a souvent répondu, Non, je suis dans un CEC! Pourquoi cet engouement? Car les CEC ont réalisé beaucoup de choses, en ce qui concerne les tabous, les comportements. Ça, ça nous intéresse et c'est un point positif que les choses bougent ».



Célestin Banyanga du club d'écoute Tosalisana de Likango.

problèmes de discrimination et se sont adressés au chef du territoire qui a nommé une responsable genre dans la zone.

Mobilisation sociale

Marcher ensemble, c'est bien cela l'idée qui a primé lors la restitution des travaux du forum. Les participants se sont mis d'accord sur le fait que « hommes et femmes doivent marcher ensemble pour le développement », comme le dit Sœur Berthe. Une « marche collective » qui permet la mobilisation des communautés, la mise en réseau des CEC et, en dernière instance, la participation active de toute la population.

La question de la cohésion sociale, de l'unité des communautés est revenue également à plusieurs reprises. « Grâce aux CEC, les hommes et les femmes se mettent ensemble et apprennent comment gérer les conflits ».

L'importance de briser l'isolement a aussi été mise en avant. Dans le Bassin Sud, « des CEC se sont organisés de façon tout à fait spontanée pour se rencontrer et échanger des idées », note Aster Bashige, le Coordonnateur du projet.

Les membres des CEC reconnaissent eux aussi que la mobilisation sociale a permis de faire diminuer l'esprit d'attentisme et de renforcer l'auto-prise en charge des membres des clubs et de la communauté en général. On a même vu des CEC se cotiser pour offrir du carburant pour les groupes électrogènes des radios qui ne pouvaient plus émettre faute d'argent. Certains, comme Marguerite (voir Portrait p. 8-9), vont plus loin encore et considèrent que les clubs deviennent peu à peu des organisations paysannes : « Les clubs d'écoute agissent et ne promettent pas dans

Comme un cri de victoire, un participant a résumé en trois mots l'un des effets du dynamisme des clubs dans leur village : « L'Etat est venu ! ».

Parole des femmes et prise de décisions

Un autre aspect important souligné à maintes reprises a trait à la voix des femmes et au leadership féminin. Cela a été parfaitement illustré par un participant d'un club d'écoute : « La femme est aujourd'hui sur le chemin ».

A cet égard, plusieurs membres de CEC ont remarqué que « la capacité des femmes à ana-

lyser leurs problèmes est plus visible grâce à la radio et des chefs coutumiers invitent de plus en plus les femmes à donner leur avis lors des réunions communautaires », une première dans le milieu ! « Les femmes prennent la parole et pas seulement les vieux sages », a ajouté l'un d'entre eux. Une femme membre de club d'écoute a rapporté que le chef coutumier de Kombe a même décidé de préparer les femmes en vue des prochaines élections locales !

Dans la cité de Yanonge, les femmes se sont organisées en association pour faire face aux



Travaux de groupe du forum d'Isangi

le vide. Ils sont des organisations paysannes et des clubs d'écoute en même temps et l'approche renforce même les organisations existantes et les unions ».

Des difficultés aussi

Les délégué-e-s des CEC et les autres acteurs se sont concertés sur les difficultés rencontrées, les solutions apportées et ce qui reste encore à faire pour pérenniser et renforcer les clubs existants. Outre les questions liées au fonctionnement des clubs d'écoute que les membres apprennent à résoudre ensemble, il a été noté par tous et toutes combien il était important d'assurer un accompagnement rapproché et régulier des clubs d'écoute.

De plus, les CEC ont insisté sur le fait que pour une meilleure auto-prise en charge, des formations techniques étaient nécessaires sur des questions comme l'agriculture, l'assainis-

sement, etc. Ces demandes de formations sont adressées à tous les acteurs du développement intervenant dans la zone.

Il faut renforcer les acquis, appuyer les changements, pérenniser, faire un suivi rapproché. C'est ce que chacun souhaite et qui a été repris par un participant : « Papa ne peut pas faire des enfants à distance ».

Une chose est certaine, le forum d'Isangi a représenté un moment fort pour tous les acteurs du projet FAO-Dimitra : clubs d'écoute communautaires, radios communautaires et autres parties prenantes du développement. Un moment de dynamisme et de réflexion commune sur l'expérience vécue, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, les changements induits par les clubs d'écoute et le futur de ceux-ci. Mais aussi un incroyable moment pour les participants qui se sont rencontrés, unis dans l'approche, dans l'enthousiasme,

dans les résultats obtenus et dans les actions entreprises et futures.

La forte implication des femmes dans les clubs et lors du forum illustre sans aucun doute une amélioration de leur statut et un important changement dans les mentalités des communautés. Vu l'adhésion massive des populations, la dynamique positive des clubs d'écoute Dimitra laisse présager encore bien des nouveautés intéressantes au cours des prochains mois.

* Pour en savoir plus, contacter

- Aster Bashige, Coordinateur du projet
Aster.Bashige@fao.org
Tél : +243-99-1858834
- Christiane Monsieur, FAO-Dimitra,
christiane.monsieur@fao.org

Collaboration avec les leaders communautaires

Qui ne connaît pas le Chef Guillaume Main-golo Bondjala? Chef du secteur Babelada, Territoire Isangi District, il est leader communautaire et responsable de 48 villages (environ 60.000 habitants). Sur son territoire, il y a 10 clubs d'écoute Dimitra. Il est aussi membre d'une organisation paysanne (Bolingolo) qui réussit à faire de petits stocks de production et des ventes groupées.

Mais Chef Guillaume est aussi connu pour l'exemple qu'il donne au sein de sa communauté, suite à la création des clubs d'écoute et aux formations décentralisées sur le genre et

la communication participative. Aujourd'hui, on peut même le voir balayer sa concession ou accompagner ses enfants à l'école!

Interrogé sur ce comportement étonnant pour un chef de secteur, Chef Guillaume, participant au forum des clubs d'écoute d'Isangi, répond qu'il voit, en parcourant le Territoire, « un changement sur le plan des mentalités. En tant qu'individu, je prends la relève de ma femme, je prends soin de la parcelle, je lave mes enfants. Avant la création des CEC, je ne le faisais pas. D'après les coutumes, le chef coutumier ne doit pas faire ce genre de

choses ». « Même aux champs, c'est l'homme qui défriche et la femme fait le reste. Moi, j'aide aussi quand il s'agit de semer. D'autres villageois ont adhéré car cela allège les travaux des femmes ».

« Je suis content de contribuer à la promotion de la femme. J'étais également fier de voir ma femme prononcer un discours le 8 mars dernier. Quant au changement, il viendra petit à petit. Ce qui est important est que d'autres collègues traditionnels ont fait pareil: ils mettent tout cela en pratique », conclut-il.

Reconnaître l'apport des femmes dans la vie des ménages et de la communauté

Surnommée « Maguy », Marguerite Atilomoi vit à Yanonge, à 60 km de Kisangani, dans la Province Orientale de la République démocratique du Congo. Femme rurale dynamique, elle est impliquée dans une Organisation des Producteurs Agricoles et l'Union des Producteurs de sa localité. Elle est également modératrice d'un club d'écoute communautaire Dimitra à Yanonge.

Pourriez-vous nous décrire votre parcours ?

Je suis née à Lokomba, à 5 km de Yanonge Centre, c'est là que j'ai passé toute mon enfance. Après la 5^{ème} année des humanités à l'Institut Technique Agricole de Yanonge, j'ai abandonné les études pour aller vivre avec mon ami, qui est devenu plus tard mon mari. Et très vite, je me suis retrouvée enceinte de mon premier enfant, en 2008. Très vite aussi, je me suis aperçue que je venais de commettre une erreur en abandonnant mes études et j'ai commencé à demander à mon mari de m'aider à terminer le cycle secondaire. Comme il refusait de supporter les frais scolaires et ne voulait pas que je reprenne mes études, je l'ai momentanément quitté et j'ai regagné le toit paternel avec la bénédiction de mes parents et l'encouragement de mon grand frère. J'ai alors obtenu mon diplôme d'état au terme de l'année scolaire 2010-2011 pour devenir monitrice

agricole. J'ai fini par regagner mon foyer et je suis aujourd'hui mère de deux enfants.

Quand vous êtes-vous impliquée dans la société civile ?

En 2008, le Programme de Réhabilitation Agricole de la Province Orientale (PRAPO) a sensibilisé les communautés de Yanonge à se constituer en Organisation des Producteurs Agricoles (OPA). J'ai vite adhéré à l'idée et comme j'étais la seule femme dans le Comité Directeur, j'ai été élue responsable genre de notre OPA.

En 2011, grâce à mon dynamisme dans l'OPA, les membres des autres OPA qui constituent l'Union des Producteurs de Yanonge m'ont confié les fonctions de Vice-Présidente de l'Union.

En août 2012, le projet Dimitra de la FAO est venu à Yanonge, dans le Bassin de production Est, pour un état des lieux et la sensibilisation à l'approche des clubs d'écoute communautaires Dimitra. Ça m'a intéressée, j'ai posé beaucoup de questions à cette occasion et, trois semaines plus tard, je recevais une invitation pour participer à la formation initiale organisée à Kisangani sur l'approche clubs d'écoute Dimitra, la communication participative et le genre.

C'est seulement à ce moment-là que j'ai eu une idée claire sur ce qu'est l'approche genre et j'ai pris la décision d'accompagner le projet pour la sensibilisation et pour la création des clubs d'écoute dans notre milieu.

Comment êtes-vous devenue modératrice d'un club d'écoute communautaire Dimitra ?

Comme j'ai expliqué, j'étais la seule femme dans les différents comités des OPA de Yanonge. En tant que Vice-Présidente de l'Union, j'avais organisé des séances de sensibilisation pour la création et l'organisation des clubs d'écoute. C'est pour cela que les membres ont insisté pour que j'assure la modération de ce nouvel espace d'échange et d'action, qui rassemble tout le monde. Nous avons décidé de l'appeler « Etumba na nzala », qui signifie « Lutte contre la faim ».

Quels sont les objectifs et les activités de l'OPA et de l'Union ?

S'agissant des objectifs et activités des organisations dans lesquelles j'évolue, je serai brève en disant qu'avec l'OPA, nous visons l'amélioration qualitative et quantitative de la production agricole. En ma qualité de chargée du genre, je mets à la surface le travail des femmes. L'Union des producteurs vise à fédérer les OPA pour mieux affronter les différents problèmes des producteurs : semences, techniques culturelles, etc.



© Christiane Monsieur



Et pour les clubs d'écoute communautaires ?

Les clubs d'écoute Dimitra viennent encourager la dynamique de communication participative, le leadership féminin, l'autonomisation de la femme pour lutter contre la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire, bref stimuler le développement socio-économique des femmes et des communautés qui ont adhéré à l'approche.

Quels sont les défis auxquels vous avez été confrontée au cours de votre parcours et comment les avez-vous dépassés ?

En termes de défis, mon souci majeur reste la prise en compte, par la société, de la participation et de l'apport des femmes dans la vie des ménages et des communautés. Lorsque je parle de la société, je vois les hommes mais aussi les femmes elles-mêmes qui sous-estiment leur savoir et leur pouvoir. J'ai pris pour modèles deux femmes qui ont marqué la vie sociale ici à Yanonge : l'ingénieure agronome Irène, animatrice de l'Opérateur Principal de Bassin Est (qui rassemble les organisations de producteurs) et Sœur Berthe, Responsable de Caritas et Chargée de Genre dans le conseil d'administration de notre Union. J'ai donc décidé – c'est ce que je tente de faire quotidiennement – d'embarquer toutes les femmes qui ne savent ni lire, ni écrire, pour les sortir de l'ignorance.

Est-ce que vous avez rencontré des difficultés familiales à travailler à l'émancipation des femmes ?

Non, à part les quelques résistances de mon mari, mes parents et surtout mon grand frère m'encouragent beaucoup. Ce dernier me félicite souvent lorsqu'il réalise que j'ai réussi l'une ou l'autre action. Et je me sens ragaille, fière de moi et stimulée.

Avez-vous rencontré des résistances parce que vous parliez de questions liées au genre ?

Même si mon mari ne m'empêche pas formellement de participer aux différentes activités des organisations dans lesquelles j'évolue, il lui arrive de ne pas être d'accord lorsqu'il estime que mon comportement ne se conforme pas aux us et coutumes. Aussi, beaucoup de maris ne permettent pas encore à leur épouse de participer à des activités publiques. Non seulement ce sont des pesanteurs de la tradition, mais il faut bien dire qu'il y a toujours une dose de jalousie derrière.

Est-ce qu'il y a eu des difficultés dans vos rapports avec le pouvoir ?

Ah oui ! Et très souvent. Les services de renseignement et la police trouvent toujours une raison pour nous obliger à solliciter leur autorisation, même pour une réunion ordinaire et surtout lorsqu'il s'agit des grandes manifestations à l'exemple des cérémonies du 8 mars de chaque année [Journée internationale de la femme]. Parfois, ces services vont jusqu'à exiger des taxes sinon on doit passer des heures à expliquer le bien-fondé d'une simple rencontre !

Comment voyez-vous l'avenir des femmes dans votre pays ?

L'avenir est prometteur, même si cela va encore prendre du temps. En effet, plusieurs femmes ont adhéré aux différentes organisations de promotion sociale (clubs d'écoute communautaires, tontines, organisation des producteurs agricoles, etc.) qui encouragent et prônent la promotion et l'autonomisation de la femme.

Quatre clubs d'écoute de Yanonge viennent d'organiser, avec la radio communautaire,

“ Les femmes sous-estiment leur savoir. ”

des cours d'alphabétisation à l'intention des femmes qui ne savent ni lire ni écrire. Dix-neuf d'entre-elles se sont fait inscrire à cette date.

La Congrégation des Sœurs de la Sagesse vient aussi d'ouvrir à Yanonge un foyer social pour l'apprentissage de l'économie domestique et de la coupe et couture. Vingt-sept filles-mères se sont inscrites.

S'agissant du leadership féminin, sur dix clubs d'écoute qui sont en train de se constituer en réseau à Yanonge, six ont des femmes pour modératrices, alors que dans les quatre autres, le poste de modérateur adjoint est occupé par une femme.

Avez-vous un message à transmettre à nos lecteurs et lectrices qui pourraient s'impliquer sur des questions d'égalité entre hommes et femmes ?

Un enfant, quel que soit son sexe, mérite une attention particulière. Les femmes, autant que les hommes, méritent une attention particulière en termes de devoirs et de droits !

Burundi | Clubs d'écoute communautaires : « Petit à petit, l'oiseau fait son nid »

Lancées début mars 2013 par la FAO au Burundi avec l'appui technique de Dimitra, les activités des clubs d'écoute communautaires Dimitra se poursuivent au Burundi, en collaboration avec les champs écoles paysans de la FAO. La zone pilote retenue regroupe les provinces de Bubanza, Bujumbura rural, Mairie de Bujumbura et Muramvya.

Pour cette étape pilote, plusieurs projets de la FAO, à savoir « Fonds de Consolidation de la Paix », « Horticulture Urbaine et Péri-urbaine » et deux projets financés par la Suède, soutiennent les activités des clubs d'écoute communautaires. Cette phase vise à mettre en œuvre l'approche des clubs d'écoute Dimitra au Burundi, et améliorer ainsi l'accès à l'information et à la communication des populations rurales, particulièrement les femmes et les jeunes, pour contribuer à leur autonomisation socio-économique et politique et leur sécurité alimentaire.

Lancement officiel par un atelier

C'est dans l'enceinte de l'Eglise du Mont Sion de Bujumbura que la FAO a organisé l'atelier initial, facilité par Dimitra, du 5 au 8 mars 2013. Celui-ci a regroupé des facilitateurs et facilitatrices des champs écoles paysans, des journalistes, des membres du personnel de la FAO et des représentant-e-s d'ONU Femmes et du FNUAP. L'objectif était de renforcer les capacités et les compétences des participant-e-s en matière de communication sociale et de genre en milieu rural, en vue de la création et

de l'animation de clubs d'écoute communautaires Dimitra au Burundi. Il s'agissait également d'explorer les synergies avec l'approche participative des champs écoles paysans au Burundi.

Des débuts prometteurs

Après avoir pris part à l'atelier initial, les facilitateurs et facilitatrices des champs écoles paysans ont partagé avec les autres membres des champs écoles paysans l'espoir que porte l'approche des clubs d'écoute communautaires Dimitra. Les champs écoles paysans ont joué un rôle important dans la sensibilisation des communautés où la création de clubs était envisagée. Lors des séances de mise en place des clubs qui ont suivi, l'équipe du projet a présenté l'approche des clubs d'écoute communautaires en détail, notamment leurs objectifs, leur utilité pour les communautés de base, la prise en compte du genre et la place des jeunes dans les clubs, leurs caractéristiques ainsi que leur fonctionnement interne.

Les participant-e-s sont enthousiastes et attendent beaucoup des clubs d'écoute com-

munautaires. Ainsi, Régine Bandyatuyage, de la communauté Batwa de la province Muramvya a affirmé : « Nous, les Batwas, nous avons été longtemps marginalisés. Avec les clubs d'écoute communautaires, je vais promouvoir les intérêts de ma communauté, surtout l'accès à l'éducation ».

De mars à septembre 2013, 11 clubs d'écoute communautaires pilotes ont ainsi été mis en place et autant de radios solaires et à manivelle distribuées. Ces clubs comptent 287 membres, soit une moyenne de 26 personnes par club. Même si le nombre de membres doit, en principe, être compris entre 15 et 30, ce chiffre a été dépassé dans certaines localités en raison de l'enthousiasme suscité.

Les clubs font reculer les disparités selon le genre

Depuis le début effectif des activités des clubs d'écoute communautaires, les hommes et femmes membres des clubs ont commencé à prendre la mesure des inégalités et discriminations auxquelles font face les femmes burundaises. Leur charge de travail est très importante et certaines activités pourtant très lourdes, comme les travaux ménagers et surtout les travaux champêtres, restent invisibles car non rémunérées.

Lors des séances de mise en place des clubs d'écoute, les hommes et les femmes ont compris que ces nouveaux espaces d'échange et d'action vont servir à libérer la parole et à avoir une voix dans la société. Un engouement particulier a été remarqué du côté des femmes. Elles constituent 63% de l'effectif total des membres des clubs. Sans que les hommes s'en soient offusqués, les femmes sont majoritaires dans les comités de gestion des clubs d'écoute communautaires choisis par les participants et participantes aux séances.



Mme Nkinahoruri Caritas, élue représentante du CEC Tubumwe (« Unissons-nous ») de la zone Mubone, commune Kabezi, en province Bujumbura rural, lors de la réunion de mise en place de ce club.



Photo de famille lors de la réunion de mise en place du club d'écoute Twungurane («Aidons-nous les uns les autres») de la zone Ramba, commune Kabezi (province Bujumbura rural).

Champs écoles paysans et clubs d'écoute communautaires : deux approches complémentaires

La FAO a décidé d'adopter une approche stratégique basée sur le tandem champ école paysan et club d'écoute communautaire. Cette nouvelle approche vise à contribuer aussi bien au développement agricole qu'au renforcement de la cohésion sociale, au leadership féminin et à l'autonomisation des populations rurales.

Les champs écoles paysans sont décrits comme des écoles sans murs, où les agri-éleveurs (entre 20 et 30 personnes) apprennent grâce à l'observation et l'expérimentation dans leurs propres champs. Ceci leur permet notamment d'améliorer leurs compétences en gestion et de devenir des expert-e-s techniques dans leur ferme.

Les clubs d'écoute communautaires, constitués par des membres des champs écoles paysans (ou non) sur base volontaire, vont appuyer les champs écoles en leur permettant d'interagir au niveau local, avec la population et les acteurs locaux ; au niveau national, avec les autres champs écoles ; et au niveau international, via les autres réseaux de clubs d'écoute.

Leçons et défis

Alors que les activités des clubs d'écoute communautaires au Burundi en sont encore au stade pilote, les premières leçons montrent que le terrain est favorable en dépit de quelques défis qui restent à relever.

La population burundaise a répondu de façon enthousiaste à la sensibilisation sur les clubs d'écoute communautaires en y adhérant massivement. Les membres ont déjà des idées sur leurs contributions pour changer les mentalités et contribuer à la paix sociale. L'un d'eux a ainsi lancé : « Un club d'écoute est utile dans notre localité ! Cela nous permettra peut-être de trouver des solutions à des cas comme celui de Ferdinand, qui pose un problème pour son foyer et pour ses voisins. Il a été emprisonné à maintes reprises à cause de violences conjugales. Si des cas pareils étaient débattus lors des émissions radio des clubs, cela pourrait aussi aider à changer les mentalités ».

L'existence des champs écoles paysans, auxquels la majorité des nouveaux membres des clubs d'écoute communautaires était déjà affiliée, a beaucoup contribué à la mobilisation et à la sensibilisation en faveur de cette nouvelle approche. Les champs écoles paysans ont servi de porte d'entrée pour les clubs d'écoute com-

munautaires et espèrent de leur côté tirer profit de ce partenariat dans un domaine complémentaire : la communication avec l'ensemble de la communauté et entre eux.

Parmi les défis à relever pour la suite des activités des clubs d'écoute communautaires au Burundi figure principalement la concrétisation du partenariat avec les radios locales. Contrairement à d'autres pays où fonctionnent des clubs d'écoute Dimitra, comme la RDC et le Niger, le Burundi ne compte pas de radios communautaires en tant que telles – si on comprend radio communautaire comme une radio de proximité œuvrant au développement local ou d'une 'communauté'. Les radios burundaises (radios privées ou radio nationale) ont, pour la plupart, une couverture nationale. L'équipe du projet travaille actuellement à la définition d'un nouveau type de partenariat pour la réalisation et diffusion des émissions des clubs d'écoute communautaires. D'autres moyens de communication à mobiliser sont également à l'étude.

* Pour en savoir plus, contacter :

- Gustave Ntaraka, Coordinateur du projet
+257-22-206000
gustave.ntaraka@fao.org
- Yannick De Mol, FAO-Dimitra,
yannick.demol@fao.org

Mauritanie et Sénégal | Clubs d'écoute communautaires et champs écoles paysans, un projet transfrontalier

Suite au projet pilote des clubs d'écoute Dimitra en Mauritanie, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial/PNUD, le programme régional de Gestion intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) de la FAO a décidé de mettre en place 50 nouveaux clubs d'écoute communautaires Dimitra en Mauritanie et au Sénégal.

Grâce aux clubs d'écoute communautaires et à l'appui technique de Dimitra, le projet vise à améliorer l'accès à l'information et à la communication des populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes filles et garçons, afin de contribuer à leur autonomisation socio-économique et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Cette initiative explore les synergies entre les clubs d'écoute communautaires et les champs écoles paysans, comme c'est le cas au Burundi (voir article pages 10-11).

Le premier atelier des clubs d'écoute communautaires

L'atelier initial Clubs d'écoute communautaires Dimitra s'est tenu du 24 au 28 juin 2013 à l'Institut Supérieur d'Enseignement Technologique de Rosso (Mauritanie). Organisé par le programme GIPD avec l'appui de Dimitra pour la facilitation, l'atelier a réuni 35 participants et participantes du Sénégal et de la Mauritanie, facilitateurs et facilitatrices des champs écoles paysans, agents des radios (Radio Mauritanie, Pété FM, RTS St Louis, Dunya FM) et leaders locaux. Les participant-e-s étaient issus des régions ciblées par ce projet transfrontalier sur la Vallée du fleuve Sénégal : Gorgol, Trarza, Brakna et Guidimakha (Mauritanie), Saint Louis (Sénégal).

L'atelier visait à accroître les capacités des participant-e-s en matière de communication sociale et de genre en milieu rural, en vue de la

création et/ou de l'animation de clubs d'écoute communautaires Dimitra dans la région.

Que ce soit en Mauritanie ou au Sénégal, et en dépit des spécificités des deux pays, les femmes et les jeunes filles vivant en zone rurale doivent faire face à des inégalités marquées en termes d'accès aux ressources productives (accès à la terre, à l'éducation, à la santé, au crédit, à l'information, etc.). Lors de l'atelier, les sessions sur le sujet ont surpris certains : « Je ne me rendais pas compte de la situation des femmes, l'exercice de l'horloge journalière nous a montré qu'elles travaillent beaucoup plus que ce que je pensais », a déclaré un participant.

Plusieurs points particuliers ont pu être explorés : les interactions entre les champs écoles paysans et les clubs d'écoute communautaires, la mise en réseau et les partenariats (en particulier avec les radios).

CEP et CEC

Les champs écoles paysans et les clubs d'écoute communautaires sont deux approches complémentaires de la FAO basées sur la participation des populations rurales. En pratique, les participant-e-s sont arrivé-e-s à la conclusion que créer des clubs d'écoute là où les champs écoles sont déjà présents est dans l'intérêt des deux approches. Les champs écoles paysans permettent un ancrage local et un accompagnement rapproché des clubs. Et les clubs d'écoute communautaires permettent que des sujets abordés dans les champs écoles

touchent l'ensemble de la communauté, hommes et femmes, grâce aux discussions et aux émissions radiophoniques.

Un facilitateur GIPD a d'ailleurs déclaré : « Comme il y a beaucoup d'attentes par rapport aux champs écoles, on doit souvent refuser des gens. Les clubs d'écoute permettront de communiquer avec tout le monde dans la communauté ! ». Ils renforcent également la dimension genre des champs écoles et permettent leur mise en réseau et le partage des informations.

Un réseau actif et durable

Suite à d'intenses discussions sur la mise en réseau, une série d'éléments ont été identifiés pour permettre que le réseau des clubs d'écoute communautaires soit fonctionnel et durable :

- la coordination doit être dynamique
- les membres doivent voir un intérêt à participer
- le réseau doit être unique et singulier, et avoir une raison d'être évidente
- les membres doivent se connaître et se faire confiance et croire au projet
- des rencontres face à face doivent se tenir régulièrement
- la participation doit se faire sur base volontaire et doit tendre vers l'égalité en termes de genre
- les règles de fonctionnement doivent être claires

Partenariats

Concernant le partenariat, les radios ont mis en évidence de manière enthousiaste les points de convergence entre la mission des clubs d'écoute communautaires et celle des radios (accompagner le développement au niveau local).

Les prochains mois verront notamment la création des clubs d'écoute, l'organisation d'une série de formations décentralisées (genre, animation de discussion, participation) et l'établissement de partenariats avec les radios. L'expérience devrait être répliquée, avec de nouveaux partenaires, dans d'autres régions du Sénégal et de la Mauritanie, et dans d'autres pays.

* Pour en savoir plus, contacter :

- Ibrahim A. Hama, GIPD
+221 5151589
ibrahimabouacar.hama@fao.org
- Yannick De Mol, FAO-Dimitra,
yannick.demol@fao.org



© Ibrahim A. Hama

Ghana | Démarrage des clubs d'écoute communautaires Dimitra dans le Gonja Ouest

Le Ghana est le premier pays anglophone où des clubs d'écoute communautaires Dimitra ont été créés. Leur mise en place fait partie intégrante de l'Initiative de programmation régionale de la FAO, notamment en ce qui concerne le renforcement des organisations rurales et l'autonomisation des femmes et des hommes du Gonja Ouest. Les activités ont démarré par un atelier de formation de quatre jours en octobre 2013. Les clubs d'écoute seront un outil de mobilisation sociale et de bonne gouvernance.

Les clubs d'écoute communautaires Dimitra (CEC) au Ghana sont créés dans le cadre de l'Initiative de programmation régionale de la FAO visant à réduire la pauvreté. Cette initiative est centrée sur la lutte contre la pauvreté et le renforcement des moyens d'existence en milieu rural, et utilise la filière manioc comme point d'entrée. Son objectif est de promouvoir l'emploi rural décent et la création de revenus. L'Initiative analyse, avec une approche intégrée, les liens entre la protection sociale, la production agricole, le renforcement des organisations rurales et l'autonomisation des populations, en particulier les femmes et les jeunes. Elle est pilotée dans 18 communautés du district de Gonja Ouest, dans la région Nord du Ghana.

L'ACDEP (Association of Church Development Projects au Ghana), est chargée d'accompagner la création et le fonctionnement des CEC dans le Gonja Ouest, avec le soutien technique de l'équipe FAO-Dimitra.

Démarrage des activités

Le premier atelier s'est tenu à Tamale, capitale de la région Nord, du 8 au 11 octobre 2013. Le mot de bienvenue et les paroles d'encouragement prononcés par MM. Kassim Ali Bakari, Directeur exécutif District du Gonja Ouest, Issahaku Shaibu Alhassan, Directeur du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture du District, Malex Alebikiya, Directeur exécutif d'ACDEP et l'équipe FAO, ont donné le coup d'envoi officiel de l'atelier.

Les deux tiers des participants de l'atelier, 10 femmes et 10 hommes, avaient été désignés par leur communauté en raison de leur implication active dans la vie communautaire. Parmi les autres participants, on peut citer le personnel et les facilitateurs d'ACDEP, des représentants du Bureau Genre, un agent de vulgarisation du Ministère de l'agriculture et deux représentants de radios communautaires (Radio PAD et Simli Radio).

Faire et participer pour comprendre

Le principal objectif de l'atelier était de sensibiliser sur les principes directeurs des CEC, notamment l'égalité hommes-femmes et la communication participative, et de renforcer les capacités nécessaires pour l'établissement et le fonctionnement des clubs.

La participation et l'apprentissage par la pratique étaient au cœur de l'atelier, avec les travaux de groupe et les expériences concrètes des participants comme point d'entrée. Plusieurs

techniques et méthodologies d'apprentissage innovantes ont été utilisées, par exemple la réflexion collective sur la base d'outils visuels, l'enregistrement graphique des discussions, un « débat radiophonique » comme outil de partage des connaissances sur les clubs d'écoute Dimitra au Niger et en RDC, etc.

Le genre

En tant que principe de base des CEC, l'égalité hommes-femmes était un élément clé de la formation. Un processus de réflexion collective et individuelle a été lancé à travers différents exercices portant sur la signification du genre, les rôles des hommes et des femmes dans les sociétés rurales et les préjugés et stéréotypes sexistes.

Un exercice très apprécié a été celui de l'horloge des activités quotidiennes : les participants devaient dessiner une horloge de 24 heures et y insérer les activités – une horloge pour les activités des femmes et une pour celles des hommes. Il s'agissait ensuite de comparer les horloges sur le plan des activités relatives au ménage, à la production et à la communauté, ainsi que le temps consacré au repos et au sommeil. Cette analyse a montré clairement que les femmes et les hommes ruraux étaient occupés, mais en y regardant de plus près, la balance penchait du côté des femmes, car en plus des activités productives elles devaient aussi assumer le fardeau des tâches ménagères et des soins, ce qui leur laissait peu de temps pour les loisirs !

Ces clubs, comment fonctionnent-ils ?

Après une analyse des étapes de base concernant la création et le fonctionnement des CEC, différents scénarios ont été proposés aux participants qui devaient les interpréter dans un jeu de rôle.

Deux groupes ont mis en scène la première réunion d'un CEC au cours de laquelle il fallait choisir un nom pour le club, nommer les membres du comité, discuter le règlement interne, etc. Un autre groupe s'est concentré sur les débats d'un CEC où les membres devaient déterminer des solutions à un problème de développement local. Le dernier groupe a examiné un programme radio consa-



© Christiane Monstieur

cré à l'importance de l'éducation formelle pour les garçons et les filles, en présence du journaliste.

Les jeux de rôle ont été d'une grande utilité pour représenter des situations concrètes et fournir aux participants des perspectives à explorer et à discuter. Grâce à cet exercice et à d'autres encore, les participants ont progressivement compris ce qu'étaient « le quoi et le comment » des clubs d'écoute Dimitra.

Réactions et engagements

L'évaluation finale a été très positive, tant sur le plan du contenu que sur celui de la méthodologie participative. Quelques citations : « Nous avons appris à rassembler les membres des communautés pour le développement », « Nous avons découvert l'importance des clubs d'écoute communautaires et appris à les constituer », « Les femmes et les hommes ensemble peuvent réussir ». Les participants se sont aussi engagés à transmettre ce qu'ils avaient appris et à créer des CEC dans leurs communautés respectives. Ce faisant, ils contribueront à la mobilisation sociale et à l'autonomisation de leur communauté, et à l'atteinte des objectifs essentiels de l'Initiative de programmation régionale de la FAO.

* Pour en savoir plus, contacter :

- ACDEP
P.O. Box 1411, Tamale
Northern Region – GHANA
info@acdep.org – www.acdep.org
- Maartje Houbrechts, FAO-Dimitra,
maartje.houbrechts@fao.org

CoOPéquité | Une approche inclusive basée sur la participation, la bonne gouvernance et le genre

Financé par l'Union européenne, le programme CoOPéquité de la FAO soutient la mise en œuvre de politiques et de mesures encourageant le développement d'organisations de producteurs et de productrices (OP) équitables et performantes, en partenariat avec l'UPA, l'Union des Producteurs Agricoles du Québec. Rencontre avec Carol Djeddah et Dubravka Bojic, chargées de la mise en œuvre de ce programme.



Qu'est-ce que « CoOPéquité » ?

CD: Cela signifie « Coopérative », « OP » pour organisation de producteurs/productrices, et « équité ». L'approche est basée sur le genre et la bonne gouvernance.

DB: C'est à la fois un programme et une approche novatrice globale qui se sont construits sur l'expérience des acteurs. Avant, il y avait des bonnes pratiques, mais sur des sujets spécifiques. Dans ce cadre, nous sommes dans une approche globale intégrée qui prend en compte les politiques, les organisations et les individus.

Le programme CoOPéquité concerne quels pays ?

CD: Au Niger, nous nous sommes basés sur le travail de Dimitra et nous avons utilisé les résultats d'une étude sur la place des femmes dans les OP dans laquelle on voyait que les femmes étaient présentes comme membres, mais qu'au niveau décisionnel, ça se réduisait à presque rien, et encore moins en ce qui concerne le leadership.

Par ailleurs, on a également commencé à mettre en œuvre l'approche CoOPéquité au Kenya, au Ghana dans le cadre d'une initiative régionale et en Ethiopie.

Quelle est l'histoire de CoOPéquité ?

CD: L'approche est née durant l'Année Internationale pour les Coopératives en 2012. Il y a eu énormément de débats sur les coopératives, leur rôle dans le contexte mondial, comment elles fonctionnent, qui participent, etc. A partir de là, et du fait qu'on avait développé une publication au sein de la FAO avec le FIDA sur les bonnes pratiques dans les institutions rurales,¹ on s'est dit qu'il fallait mettre en pratique ce qui avait été développé.

Les auteurs de la publication ont collecté une soixantaine de bonnes pratiques auprès d'organisations qui fonctionnent bien dans les différents continents, des OP, des coopératives, des associations à différents niveaux : au niveau de base mais aussi au niveau régional, comme par exemple le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Ouest (ROPPA).

DB: Ensemble, ces acteurs ont choisi un certain nombre de pratiques considérées comme les meilleures pratiques pour le bon fonctionnement des organisations. La conclusion était que, pour que les organisations puissent bien se développer et fournir des services adaptés aux petits producteurs et productrices, afin de réduire la pauvreté et améliorer leur bien-être,

il faut (1) qu'il y ait des liens entre les agriculteurs et agricultrices, que les organisations naissent d'un intérêt commun entre tous et toutes; (2) que les organisations interagissent entre elles, qu'elles échangent les expériences, qu'elles s'unissent dans des fédérations ou des unions. Ça leur permet de parler d'une seule voix, d'être plus fortes et représenter les intérêts de leurs membres et; (3) que les organisations interagissent avec les autres acteurs (le gouvernement, le secteur privé, etc.) tout au long de la chaîne de valeur. C'est ça la base de l'approche CoOPéquité.

CD: Le constat a été fait qu'on travaillait au niveau des organisations de producteurs mais qu'on ne les reliait pas suffisamment à tous les niveaux (individuel, organisation et politique), ce qu'on appelle travailler sur l'environnement porteur. (...)

Enfin, il faut dire que nous essayons de voir avec Dimitra comment faire le lien au niveau communautaire. Les clubs d'écoute Dimitra pourraient être exactement ce qu'il nous faut pour sensibiliser les membres sur les OP et sur le fait que, en rejoignant une OP, les membres de la communauté, en particulier les jeunes et les femmes, peuvent bénéficier d'un soutien au niveau économique et social.

DB: J'ajouterais aussi considérant l'approche, qu'elle aborde la situation dans son intégralité. Même si un travail à un niveau particulier est certainement utile, mettre en lien les actions est encore plus efficace. Une organisation ne peut pas bien se développer dans un environnement qui n'est pas porteur, une organisation ne peut pas fournir des services à ses membres si elle ne communique pas et ne connaît pas les besoins et les intérêts de ceux-ci. Enfin, les membres ne seront pas capables d'exprimer leurs besoins s'ils n'ont pas accès à des informations pertinentes. L'échange d'informations sur base de relations équitables entre différents acteurs est essentiel, notamment pour leur implication à tous les niveaux.

CD: C'est une autre spécificité de CoOPéquité : faciliter la mise en place de plateformes d'information et de dialogue entre tous les acteurs sur des thèmes bien précis. Il s'agit de mécanismes de concertation où les problèmes doivent être résolus. Les plateformes inclusives permettent de réunir autour de la même table tous les acteurs, les membres des OP, hommes et femmes y compris.

L'Union des Producteurs Agricoles du Québec (UPA) est un partenaire clé dans CoOPéquité, quelle est la nature de cette collaboration ?

CD: Elle est variable. Dans tous les cas, l'UPA est partenaire du projet. Ils ont contribué à la mise en place, au Québec, d'un cadre juridique permettant que la voix des OP soit prise en compte par le gouvernement. C'est une union d'organisations de producteurs qui a également des programmes de coopération dans des pays en développement. Ils parlent le même langage que les OP et les unions avec qui nous travaillons, cela a un impact très important.

DB: Oui, ils ont beaucoup d'expérience, ils travaillent depuis 20 ans en Afrique. Ils se basent sur l'idée qu'il faut toujours partir d'une excellente connaissance du contexte d'un pays, échanger avant de voir quelle est la meilleure direction à prendre.

Dans la pratique, quelles sont les activités de CoOPéquité ?

CD: On travaille au niveau pays. Par exemple, au Niger on a commencé par un atelier avec tous les acteurs (faitières, unions, organisations paysannes, services des Ministères, représentants des 3N – la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire dépendant de la Présidence, des partenaires techniques et financiers, etc.) au cours duquel on a fait une

analyse de leurs performances en termes de gouvernance et d'équité, et on a développé ensemble un plan d'action. Plus particulièrement, il a été convenu que la FAO facilitera le processus de renforcement du dialogue et de concertation, de renforcement des capacités organisationnelles, notamment sur les questions de gouvernance et d'équité, ainsi que dans des domaines techniques spécifiques.

En effet, un dialogue efficace entre les OP et les instances gouvernementales est considéré nécessaire pour la réalisation des stratégies concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger. De la même manière, une meilleure concertation entre les différentes OP et le renforcement de leurs capacités de mobilisation et de proposition sont cruciales pour qu'elles soient en mesure de représenter les petits producteurs et productrices auprès des décideurs politiques. La FAO et l'UPA soutiennent et facilitent ces processus.

DB: Suite à la dernière réunion sur la concertation entre les OP organisée par CoOPéquité, les acteurs ont décidé de se réunir entre eux pour définir une stratégie de plaidoyer. (...) Ce pro-

cessus devrait permettre la durabilité de l'approche. Après avoir posé les bases, les acteurs devront pouvoir continuer sans nous.

N'y a-t-il pas déjà des structures faisant ce travail au Niger ?

CD: Oui, plusieurs cadres existent, mais ils ne sont pas fonctionnels et l'égalité entre les sexes n'est souvent pas respectée. Il faut dire que CoOPéquité n'invente rien de nouveau, mais soutient les initiatives existantes afin de les renforcer. C'est valable ailleurs qu'au Niger, même si chaque pays est dans une phase différente. Il y a par exemple des pays où il existe de très nombreuses structures. On a aussi rencontré des défis là où un processus de décentralisation est en cours car il existe des plateformes au niveau de la capitale, mais il apparaît que les acteurs en veulent également au niveau décentralisé. Chaque contexte est unique !

* Pour en savoir plus, contacter
Carol.Djeddah@fao.org
Dubravka.Bojic@fao.org

1 Des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire, FAO & FIDA, 2012.



Niger et Burkina Faso | Quatre années de capitalisation d'expériences

Arrivé en fin de parcours en mai 2013, le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » fait le bilan de ses activités et réalisations. Pendant plus de quatre ans, l'équipe du projet a testé et adapté des méthodologies pour capitaliser les expériences et en dégager des bonnes pratiques.

Les méthodologies de capitalisation reposent sur un processus d'apprentissage participatif qui s'est déroulé avec la collaboration de nombreux partenaires. La thématique de la gestion des intrants a été revisitée sous toutes ses coutures, tout d'abord pour les aspects genre, et ensuite pour la capitalisation d'expériences. Le projet a ainsi abouti à des produits thématiques sur la gestion des intrants et des méthodologies participatives qui peuvent être utilisés dans les organisations et projets pour capitaliser leurs expériences.

Au tout début

Au tout début, l'équipe de projet a repéré les pratiques innovantes dans le domaine de la gestion des intrants issues de l'expérience du Projet Intrants de la FAO (1999-2008) et reprises en partie par le Projet IARBIC, Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives (2009-2013). Elle a ainsi rassemblé les informations utiles et les connaissances pertinentes sur la thématique de la gestion des intrants au Niger et au Burkina Faso.

Dans le cadre du projet Capitalisation, une recherche-action a permis d'identifier les facteurs clés de succès et les contraintes qui sont liés notamment à la pratique du warrantage.

Les enseignements tirés ont apporté des pistes pour améliorer les pratiques. Les documents élaborés ont pris la forme d'études de cas ou de fiches d'expériences.

Dès le début, le genre a été intégré dans la recherche-action et la documentation. Pour ce faire, l'équipe et les partenaires ont été sensibilisés et formés à la problématique du genre, notamment à travers la méthodologie développée par le projet Dimitra dans sa publication « Communiquer le genre pour le développement rural. Intégrer le genre dans la communication pour le développement » (FAO, 2011).

Le travail de recherche-action participative a cherché à mieux comprendre les relations de genre dans les différentes pratiques agricoles, afin d'élargir l'accès des plus démunis, hommes et femmes, à ces pratiques. Les études ont décelé des facteurs favorables et défavorables à une pratique équitable. Le projet a ainsi documenté les bonnes pratiques permettant une gestion des intrants plus équitable.

D'autre part, le projet a répertorié les méthodologies existantes pour la capitalisation d'expériences, afin de choisir celle qui pourrait le mieux s'adapter aux exigences de la FAO et à la nature du projet.

Moment charnière : la première foire aux savoirs

Les partenaires du projet ont présenté leurs méthodologies de capitalisation d'expériences lors d'une foire aux savoirs en juin 2010 à Niamey. L'équipe a décidé d'adapter la méthodologie d'IED Afrique reprise dans sa publication « Du terrain au partage – Manuel pour la capitalisation d'expériences » (2007) et l'a menée jusqu'à la phase d'appropriation. Une note conceptuelle sur le processus de capitalisation d'expériences est le résultat de ce travail testé et validé avec les partenaires au Niger et au Burkina Faso.

Comme toutes les foires aux savoirs, celle de Niamey n'était pas un but en soi, mais faisait partie d'un processus. A la différence d'une conférence ou d'un séminaire, une foire est un lieu de rencontre et de mouvement où tous et toutes ont la possibilité de partager leurs expériences et leurs connaissances. C'est un lieu de rassemblement social et de participation. Les sessions planifiées alternent avec des échanges informels. Plutôt que d'assister à des présentations qui défilent les unes après les autres et qui se focalisent sur le contenu, les sessions de la foire sont participatives et mettent en valeur la démarche : comment a-t-on travaillé et pourquoi, quels sont les enseignements qu'on a tiré des échecs et des succès ? Ainsi, la foire aux savoirs de Niamey a permis d'échanger sur les méthodologies de la capitalisation mais aussi sur le contenu, les thématiques techniques comme celle de la gestion des intrants agricoles. Les rencontres et les liens tissés ont aussi mené à de nouveaux partenariats durables.

Travailler en partenariat

Les partenariats ont donné vie au processus de capitalisation d'expériences notamment sur le warrantage, les commandes groupées et la gestion des boutiques d'intrants. Des visites d'échange entre différents partenaires nationaux, mais aussi entre le Niger et le Burkina Faso, ont été organisées pour stimuler l'échange de connaissances. Les partenariats ont été aussi bien internes à la FAO qu'ex-



Voyage d'échange sur le warrantage au Burkina Faso.



Le marché à la foire aux savoirs à Niamey.

ternes. Parmi ces derniers, le partenariat avec la Coopération Suisse, l'ONG italienne CISV et une coopérative du Sud-Ouest du Burkina Faso, la COPSA-C, pour la mise en place d'un centre d'info-formation sur le warrantage au Burkina Faso, ou encore celui avec le Fonds Amélie pour renforcer les compétences de l'Union Cigaba de Konkorindo au Niger dans le système de crédit rural, le warrantage, intégrant les activités génératrices de revenu, le genre et l'alphabétisation.

L'art de l'écriture

Les ateliers d'écriture sont une autre étape concrète du processus de capitalisation. Ils permettent de faire le point sur l'état des connaissances, mais aussi sur des éléments qui manquent dans la démarche de documentation.

Le but de ces ateliers est de mettre sur papier de façon compréhensible pour tous et toutes les enseignements relatifs à une pratique. Lors de ces ateliers, les informations ont pris de nouvelles formes telles qu'une fiche d'expérience, une fiche d'information, une fiche de bonne pratique ou encore un poster, une émission radio, une pièce de théâtre ou une vidéo.

Formation – Action

En décembre 2011, le projet est passé à la phase de la formation-action pour les partenaires afin que tous et toutes s'approprient la méthodologie de capitalisation d'expériences. Pendant une année, les partenaires ont mis en pratique ce qu'ils avaient appris pendant la formation. Lors de la première formation, les participants et participantes sont repartis avec un plan d'action en main et la promesse de se retrouver pour échanger leurs fiches de bonnes pratiques. Chaque mois, le projet a ouvert ses portes aux partenaires afin qu'ils puissent présenter leurs produits, poser des questions et échanger avec l'équipe. Petit à petit, les produits ont pris forme...

Comment communiquer ? Et partager ?

Les bonnes pratiques et les expériences documentées ont revêtu de multiples formes. Avant tout, le but de la capitalisation est d'améliorer le travail, de partager les expériences, d'adopter de nouvelles pratiques et de les mettre à l'échelle. Les informations documen-

tées ont été adaptées à différents publics cibles et ont utilisé différents canaux de communication. Outre les documents écrits comme les études de cas, les fiches d'expérience, les fiches d'information, les fiches de bonne pratique et les fiches méthodologiques, le projet a aussi produit des posters avec des représentations plus graphiques de ces informations. Pour mieux atteindre les populations rurales, des feuillets radiophoniques ont été écrits et interprétés par une troupe de théâtre locale afin d'informer sur les bonnes pratiques de façon divertissante. Les émissions en langues locales ont été diffusées à travers de nombreuses radios rurales et communautaires. Le

projet a aussi produit des vidéos qui montrent en images ce que parfois l'écrit n'arrive pas à communiquer. C'est un excellent outil pour faire parvenir les informations aux organisations paysannes.

Pour clôturer le projet, des mini-foires aux savoirs ont été organisées au Niger et au Burkina Faso pour partager les résultats du projet avec tous les partenaires et parties prenantes intéressées. Depuis décembre 2012, les partenaires du projet continuent le travail de diffusion et d'appropriation. La façon dont ils se seront approprié les nouvelles bonnes pratiques fait partie de la nouvelle étape.

Pour en savoir plus sur les méthodologies de capitalisation d'expériences et la documentation de bonnes pratiques : www.fao.org/knowledge/km-gender/capitalisation-bp/thematique-capitalisation-dexperiences/fr

Pour en savoir plus sur les expériences des partenaires en matière de warrantage, commandes groupées, boutiques d'intrants et champs écoles paysans : www.fao.org/knowledge/km-gender/capitalisation-bp/thematique-gestiondesintrants-agricoles/fr

Pour en savoir plus sur les méthodologies prenant en compte le genre dans le warrantage : www.fao.org/knowledge/km-gender/capitalisation-bp/thematique-genre/fr

Pour en savoir plus

- Site web du programme « Gestion des Connaissances et Genre » de la FAO : www.fao.org/knowledge/km-gender/ressources/fr/
- Projet « Capitalisation » : www.fao.org/knowledge/km-gender/capitalisation-bp/thematique-gestiondesintrants-agricoles/fr/
- km-gender@fao.org ou alice.vanderelstraeten@fao.org

Kenya | Les producteurs rencontrent les acheteurs grâce à Sokopepe

Depuis de nombreuses années, les agriculteurs et agricultrices du Kenya luttent pour trouver des marchés pour leurs produits agricoles et d'élevage. Ils ont souvent recours à des intermédiaires pour accéder rapidement aux marchés, en particulier ceux qui cultivent des denrées périssables. Les intermédiaires achètent en général à des prix très bas et les producteurs ne reçoivent guère d'informations actualisées et fiables sur les cours du marché et n'obtiennent donc jamais le meilleur prix. Afin d'aider les producteurs à résoudre ce problème, le Réseau d'information des terres arides (ALIN, Arid Lands Information Network) a mis en place une plateforme pour le commerce des produits agricoles, intitulée Sokopepe, qui relie les petits producteurs aux détaillants ou acheteurs en gros.

Sokopepe (« marché virtuel » en swahili) vise à exploiter la puissance des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour permettre aux producteurs d'accéder de manière efficiente aux marchés et d'obtenir des prix justes pour leurs produits. Parallèlement, il accroît l'efficacité de la filière agricole car il offre aux producteurs une plateforme où il est possible de partager l'information et de réaliser des transactions électroniques.

Fonctionnement de la plateforme

La plateforme Sokopepe est accessible en ligne (www.sokopepe.co.ke) et par téléphone portable. Un code abrégé est utilisé pour obtenir des informations sur les prix des produits des marchés éloignés, ainsi que des conseils agricoles. Cette information donne aux producteurs les moyens de déterminer le meilleur prix pour leurs produits et les meilleures pratiques pour obtenir de la qualité.

Le plus souvent, les producteurs n'ont pas de téléphone portable avec connexion internet, mais la plupart des transactions sur la plateforme peuvent être conclues à l'aide d'un simple téléphone portable au moyen de messages texte (SMS), ce qui la rend accessible aux paysans/paysannes se trouvant dans des régions reculées. Les personnes qui n'avaient pas d'accès direct à l'information agricole en ligne, en particulier les femmes et les jeunes, ont ainsi pu utiliser le système. En d'autres termes, ce système a réintégré les membres de la communauté qui étaient jusque là exclus et leur a permis de participer à la filière agricole à différents niveaux.

Connaître le meilleur prix

M. Muthee Mwangi, cultivateur de tomates à Githima (Division Ol-moran, Comté de Laikipia Ouest), a connu Sokopepe à travers une série d'ateliers de renforcement des capacités organisés par ALIN pour montrer aux producteurs comment améliorer la commercialisation de leurs produits. Il utilise maintenant Sokopepe pour demander des prix et reçoit un retour d'information immédiat sur son télé-

phone. Il n'a donc plus besoin d'intermédiaires pour accéder au marché. Mwangi et son groupe d'agriculteurs ont vendu 14 tonnes de tomates par le biais de Sokopepe.

« J'ai contacté plusieurs acheteurs de différentes régions du pays et plusieurs offres m'ont été faites, ce qui m'a permis de choisir l'acheteur avec la meilleure offre, » a indiqué Mwangi.

« Nous avons souffert pendant longtemps du manque d'information actualisée concernant le prix des produits que nous cultivons. Avec Sokopepe, nous connaissons immédiatement le meilleur prix dans les grandes villes et pouvons négocier plus avantageusement avec les acheteurs. Je suis aussi contente parce que je reçois des conseils sur la lutte contre les ravageurs et les maladies et que je peux ainsi acheter les produits qui conviennent pour mes cultures et mon bétail grâce à mon téléphone, » indique Mme Veronica Kemunto, productrice de la Division Ng'arua Division dans le Comté Laikipia West.

Des différences importantes

Sokopepe diffère très nettement des plateformes de commercialisation agricole existantes. Elle fournit non seulement des prix de produits en temps réel, mais aussi des conseils en matière de culture et d'élevage et offre un service de transfert de fonds par téléphone portable afin de faciliter les transactions sécurisées. Développé avec le soutien de la Fondation Ford, Sokopepe contient des informations géocodées sur l'emplacement des installations d'entreposage de produits, comme par exemple les banques de céréales, les distributeurs d'intrants agricoles et les prestataires de services professionnels connexes, y compris les services de vulgarisation et les services vétérinaires.

Le taux de pénétration des services mobiles au Kenya est sur le point de dépasser 80%, ce qui signifie que tout le monde ou presque peut utiliser le service. Il suffit de se rappeler le code abrégé!

« Notre intention est d'utiliser la technologie pour mettre les agriculteurs, les éleveurs et



les entrepreneurs aux commandes lorsqu'ils prennent des décisions concernant où vendre leurs produits et où acheter leurs intrants, » déclare M. James Nguo, directeur régional d'ALIN.

ALIN a piloté Sokopepe dans le Comté Laikipia Ouest. La Société coopérative de production et de commercialisation de Laikipia a été créée avec le soutien d'ALIN pour aider les agriculteurs à augmenter leur production et à prendre le contrôle du marché. Récemment, la plateforme Sokopepe a été lancée et déployée dans les centres Maarifa d'ALIN¹ et dans tout le pays.

* Pour en savoir plus, contacter :

ALIN, Arid Lands Information Network
Esther Lung'ahi, Chargée de Projets
PO Box 10098 – 00100, Nairobi, KENYA
elungahi@alin.net – sokopepe@sokopepe.co.ke
www.alin.net

1 Un centre Maarifa est un endroit où les communautés peuvent accéder aux informations. Le centre est équipé d'ordinateurs avec accès à internet. Il s'agit d'un pôle d'information où le savoir local est documenté et largement partagé par les communautés, avec le soutien d'agents de terrain.

Ouganda | U-report, fer de lance pour la mobilisation des jeunes

U-Report est un système gratuit par SMS qui permet aux jeunes ougandais de s'exprimer sur ce qui se passe dans les communautés à travers le pays et de travailler avec d'autres responsables communautaires sur le changement positif. Développé par UNICEF Ouganda et lancé en mai 2011, U-report est en train de révolutionner les efforts de mobilisation sociale, de suivi et d'intervention. L'initiative équipe les téléphones mobiles des utilisateurs avec des outils qui permettent d'établir et d'appliquer de nouveaux standards de transparence et de responsabilité dans le développement de programmes et de services.

En envoyant un simple SMS «join» («Inscrivez-vous») à un numéro gratuit et en donnant quelques informations personnelles, n'importe qui possédant un téléphone mobile peut devenir un «U-reporter» bénévole, et partager ses observations et ses réflexions sur une foule de sujets liés au développement.

En moins d'un an, le nombre des U-reporters avait atteint plus de 89 000 personnes, soit 400 à 500 personnes qui s'affiliaient au réseau chaque jour. Début octobre 2013, le nombre de membres a atteint 238.702.

Mobiliser et responsabiliser les jeunes

Dans un effort de collaboration, l'équipe U-report de l'UNICEF et un groupe de neuf organisations partenaires se réunissent régulièrement pour déterminer quelles questions aborder avec les jeunes Ougandais, qui composent la majorité des U-reporters. Les sujets discutés comprennent la mutilation génitale féminine (MGF), les épidémies, le mariage précoce, l'eau potable, l'éducation, la santé et l'inflation.

Une fois qu'un sujet est déterminé, l'UNICEF envoie une question par SMS aux U-reporters qui peuvent répondre en utilisant un simple menu contextuel ou en envoyant un message personnalisé. L'équipe de l'UNICEF analyse et interprète les réponses, partageant les résultats qui sont souvent suivis de questions et suggestions supplémentaires.

U-report gagne en popularité parce qu'il donne aux Ougandais les moyens d'informer leurs concitoyens et d'agir. UNICEF peut poser des questions sur des problèmes dans tout le pays et obtenir des réponses immédiates – que l'on classe par district, sexe et âge. Cela aide l'organisation à orienter et concentrer ses moyens d'intervention, et à mieux conseiller le Gouver-

nement, ainsi que les partenaires.

Le représentant de l'UNICEF en Ouganda, Sharrad Sapra : «U-report nous permet d'exploiter des informations communautaires afin de juger de l'efficacité de nos programmes pour satisfaire les besoins identifiés. Cela encourage également les bénéficiaires de notre aide à suivre la progression des programmes».

Parvenir à l'équité pour les communautés les plus isolées

U-report a contribué à répondre à l'épidémie récente de la mystérieuse maladie du «hochement de tête» liée à l'épilepsie, qui affecte principalement les enfants de moins de 15 ans. Plus de 3000 cas ont été signalés jusqu'à présent. L'UNICEF a noté une augmentation des messages concernant la maladie. Selon des U-reporters des districts nord, l'équipe U-report a pu informer les communautés affectées des symptômes et des traitements disponibles.

Le programme ouvre aussi une voie prometteuse pour suivre les efforts en matière d'éducation et de protection des enfants. Et U-report peut aussi servir de catalyseur pour une gouvernance plus responsable et réactive. L'initiative retient l'attention du Gouvernement de l'Ouganda et des médias, aboutissant à un engagement accru des membres du Parlement.

L'UNICEF s'attelle maintenant à augmenter l'accès à la technologie en créant des versions de l'application en Luo, une langue parlée dans le nord de l'Ouganda, et en Karimojong, qui est parlé dans le nord-est. L'initiative intervient également auprès des compagnies de télécom-



munication pour qu'elles équipent les cabines téléphoniques avec le service U-report afin de servir ceux qui n'auraient pas de téléphone mobile.

«U-report offre un moyen rentable de responsabilisation, facile à mettre en œuvre, qui puise dans les connaissances communautaires pour comprendre l'impact local et personnel des politiques et des plans de développement, des interventions de santé et des épidémies», déclare M. Sapra. «C'est une application de communication majeure afin d'obtenir des résultats équitables pour les enfants et leurs familles».

* Pour en savoir plus : www.ureport.ug

U-report prochainement au Burundi !

Pendant une phase de test en juillet/août 2013, U-report Burundi a enregistré au moins 500 U-reporters et enregistré un taux de réponses au premier sondage de 70%. Plus que 300 bénévoles d'organisations partenaires clés – parmi eux la Croix Rouge Burundaise et les Scouts et les Guides Burundais – ont été certifiés en tant que formateurs-de-formateurs pour U-report. Ils seront le fer de lance pour la mobilisation des utilisateurs et les enregistrements dans tout le pays. Les enregistrements reprendront mi-octobre 2013, avec un lancement public prévu début 2014.

En pratique, U-report c'est :

- Des SMS et des sondages hebdomadaires vers et venant d'une communauté grandissante de U-reporters.
- Des programmes radio réguliers qui présentent des histoires rassemblées par U-report.
- Des articles dans la presse écrite qui publie les histoires de la communauté U-report.

La mission de U-report

Stimuler l'action au sein des communautés pour unir et partager la responsabilité pour la création d'un meilleur environnement pour tous.

Stimuler l'action de la part de nos leaders – les informer de ce qui se passe et des actions souhaitées par la communauté.

Partager l'info que U-report rassemble par des médias divers (radio, télé, dialogue communautaire, site web et événements pour jeunes).

Inde | Des agricultrices trouvent des solutions à leurs problèmes dans le Gujarat

Afin de célébrer la Journée Internationale de la Femme Rurale, le 15 octobre dernier, la FAO a publié quatre histoires de vie sur son site consacré au genre (www.fao.org/gender - Bite-sized stories). Celles-ci illustrent comment les femmes rurales du Gujarat, en Inde, ont trouvé des solutions aux défis rencontrés. Elles offrent un regard nouveau sur l'importance de l'autonomisation des femmes rurales pour améliorer la sécurité alimentaire, la production agricole, la croissance économique et le bien-être des familles et des communautés. Nous vous présentons deux d'entre elles.

Des prix plus justes

Comme nombre de petits exploitants, les agricultrices de la région rurale du Gujarat (Inde) manquaient d'accès à l'information sur les marchés et ne disposaient pas de liquidités suffisantes pour payer le transport de leurs produits jusqu'aux marchés locaux ou voisins. Elles devaient recourir à des intermédiaires qui dictaient le prix d'achat de leur production. Elles tiraient donc un maigre revenu de leur exploitation, tandis que les intermédiaires empochaient des profits substantiels. Qui plus est, l'accès aux installations d'entreposage était insuffisant pour la plupart des agricultrices. Bon nombre d'entre elles vendaient donc souvent en même temps les mêmes produits agricoles au moment des récoltes, phénomène qui accentuait la baisse des prix. Pour corriger cette situation, l'Association des femmes travailleuses indépendantes, SEWA (Self-Employed Women's Association), organisation non gouvernementale de travailleuses indépendantes pauvres dont la plupart sont des femmes rurales, a instauré un système simple d'information sur les marchés pour aider les agricultrices à vendre leur production à un prix meilleur et plus juste.

Fonctionnement

Tous les jours, SEWA envoie un SMS à un petit nombre de membres sélectionnés dans chaque village, à qui l'on a donné un téléphone portable. Ces messages indiquent par exemple le prix au comptant et à terme pour les principales cultures ou produits commerciaux dans les trois ou quatre marchés les plus proches. Les membres affichent les prix mis à jour (dans la langue locale) sur un tableau noir public, facilement accessible à la population – généralement à l'extérieur d'un centre de soins de santé ou d'un bureau de la collectivité locale. Un autre membre prend alors, à l'aide d'un téléphone portable, une photo du tableau ainsi mis à jour et l'envoie au siège de SEWA à Ahmedabad, qui vérifie l'exactitude des données. Grâce à cette information, toutes les agricultrices du village parviennent à vendre leurs produits à un prix du marché plus élevé et plus juste. En outre, elles peuvent se regrouper et s'entendre pour les transporter en groupe jusqu'aux marchés voisins, et ainsi éviter tout intermédiaire, accroître leur revenu et atténuer les risques. Certaines d'entre elles ont même commencé à recourir à un système de récépissé d'entrepôt pour stocker les récoltes en attendant que les prix montent. Ce système permet aux agricultrices d'entreposer leurs cultures commerciales non périssables au moment de la récolte. Elles peuvent ainsi, en échange, obtenir un prêt garanti par cet entreposage ou un versement partiel (dont elles fixent elles-mêmes le montant). Autrement, elles peuvent laisser leur stock en entrepôt jusqu'à ce que le prix monte, et alors le vendre. Ce système, qui a réduit la marge bénéficiaire des marchands et intermédiaires, a grandement amélioré le revenu des agricultrices. A long terme, les femmes pourront utiliser les données sur le prix à terme pour mieux planifier leurs cultures et prendre des décisions d'exploitation plus éclairées.

Un nouveau type de bibliothèque

Les agriculteurs pauvres ont rarement les outils et l'équipement de base nécessaires à l'exploitation de leur terre. Ils tentent parfois de les emprunter à d'autres agriculteurs ayant achevé leur travail mais, bien souvent, ils doivent attendre qu'ils soient disponibles ou s'en passer carrément. La plantation et la récolte sont ainsi retardées ou en souffrent, le rendement diminue tandis que le risque de crises augmente. Pour corriger cette situation, SEWA a mis au point un système de « bibliothèque » d'outils qui permet le partage d'équipement en groupes.

Fonctionnement

Dans plusieurs districts, les agricultrices membres de SEWA se réunissent pour étudier et choisir ensemble les outils et l'équipement dont elles ont le plus besoin. Ces femmes mettent leurs ressources en commun pour acheter un seul instrument ou outil. L'équipement est ensuite loué à chaque membre qui en a besoin à un prix fixe et modique, à tour de rôle ou selon le besoin. Si l'outil n'est pas utilisé par les membres de SEWA, il est alors loué à d'autres agriculteurs du village au prix courant du marché. Le revenu de ces locations sert à payer les réparations du matériel, ou à acheter d'autres outils qui pourraient s'avérer utiles pour cette bibliothèque en pleine expansion. Si aucun nouvel outil ou équipement n'est nécessaire, les membres se partagent le revenu. Les bibliothèques d'outils possèdent du matériel agricole de base tel que houes à main, charrues et chars à bœufs. A cette liste s'ajoutent lanternes et panneaux solaires, générateurs à biocombustible, ainsi que trousse de premier secours, trousse de vérification de la qualité de l'eau, et même cordes et piquets pour sauvetage d'urgence en cas d'inondation. Ce système de bibliothèque permet aux agriculteurs d'accéder à des outils et à de l'équipement qu'ils ne pourraient se procurer autrement, ce qui les aide à accroître leur productivité et leur revenu. Les bibliothèques auto-suffisantes d'équipement et d'outils sont aujourd'hui légion dans les centres d'apprentissage communautaires où SEWA déploie ses activités.



Agriculture familiale : contributions des femmes et des hommes

L'agriculture familiale et la petite exploitation agricole jouent un rôle capital dans la production vivrière durable dans le monde entier. Alors que les exploitations familiales sont généralement très efficaces sur le plan de la productivité agricole par unité de terre, celles qui produisent à petite ou moyenne échelle ont un pouvoir de négociation et une capacité limités quand il s'agit de défendre leurs intérêts sur les marchés des denrées alimentaires. La FAO se prépare pour l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014.

Au-delà d'un modèle agricole, l'agriculture familiale est un mode de vie, dans lequel les hommes et les femmes ont chacun leurs rôles et leurs responsabilités. Comme dans d'autres secteurs, ce que les hommes et les femmes font et ce dont ils et elles sont chargés de faire est largement déterminé par ce qui est considéré socialement acceptable. Dans de nombreuses cultures, les hommes exercent le plus souvent les fonctions de gestionnaire – en prenant des décisions quant aux plantes à cultiver, aux superficies à utiliser, à l'opportunité de faire des produits dérivés et à l'endroit où vendre les denrées. Leurs tâches sur l'exploitation peuvent aussi inclure la préparation du sol pour les semis et la récolte, tandis que les femmes sont en général chargées des plantations, du désherbage et de la transformation après récolte. C'est la combinaison des activités des hommes et des femmes qui fait que l'agriculture familiale fonctionne.

Les difficultés rencontrées par les exploitants familiaux, en particulier par les femmes, sont dues à l'absence de délimitation claire entre la vie familiale et le travail. Selon les données nationales provenant de plusieurs pays, la plu-

part des exploitants familiaux non rémunérés sont des femmes, qui travaillent aussi plus longtemps que les hommes si l'on compte le travail agricole et les tâches ménagères.

Les exploitants familiaux, qui le plus souvent ne sont pas salariés, sont exclus des avantages, comme par exemple la retraite, les congés de maternité et la garde d'enfants. Et c'est là où les désavantages des femmes sont les plus importants. Les femmes à la tête d'une exploitation familiale possèdent en règle générale moins de terre et moins de bétail que les hommes ; elles ont également moins accès au crédit et aux services financiers, aux marchés pour vendre leurs produits et aux technologies qui font gagner du temps. Le changement climatique, la volatilité des prix alimentaires et la mondialisation de l'économie créent aussi des difficultés additionnelles aux exploitations familiales.

Afin de souligner la contribution importante que l'agriculture familiale et la petite exploitation peuvent apporter à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté, l'ONU a proclamé 2014 l'Année internationale de l'agriculture familiale. «La FAO, en concertation avec ses partenaires, encouragera les pays à

adopter des politiques de soutien aux exploitants familiaux, avec des programmes de protection sociale et des services ruraux, tels que soins médicaux, vulgarisation et formation agricole,» indique Ana Paula Dela O Campos, spécialiste des politiques en matière de parité hommes-femmes. «Si les politiques agricoles sont conçues pour répondre aux besoins des femmes et des hommes et qu'elles prennent en compte leurs rôles dans l'agriculture familiale,» explique-t-elle «ils seront en meilleure position pour augmenter la production agricole et réduire la pauvreté rurale».

En fin de compte, qu'est-ce que l'agriculture familiale? C'est un mode d'organisation dans lequel la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole est gérée et exploitée par une famille et repose essentiellement sur une main-d'œuvre familiale, à la fois féminine et masculine. La famille et l'exploitation sont liées, évoluent ensemble et remplissent des fonctions économiques, environnementales, reproductives, sociales et culturelles.

* www.fao.org/family-farming-2014/home/fr

Politique de la FAO sur l'égalité des sexes

L'égalité entre les sexes est un aspect crucial du mandat de la FAO qui consiste à assurer la sécurité alimentaire pour tous les êtres humains en améliorant la qualité de la nutrition, la productivité agricole et la gestion des ressources naturelles, ainsi que la vie des populations rurales. La FAO n'atteindra ses objectifs que si elle appuie l'égalité des sexes et aide les femmes à jouer les divers rôles qui leur incombent dans l'agriculture et le développement rural. L'égalité des sexes est non seulement un moyen essentiel pour la FAO de s'acquitter de son mandat, mais c'est aussi un droit fondamental. Dans la poursuite de ses objectifs, la FAO est mandatée pour promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité entre les sexes, et pour œuvrer de manière à contribuer véritablement à leur concrétisation en s'attaquant aux causes sous-jacentes des violations des droits humains, y compris de la discrimination

envers les femmes et les filles. La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948 constitue le document fondateur des Nations Unies qui reconnaît officiellement les droits de l'homme à l'échelle internationale, et la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) est au cœur de la question de l'égalité des sexes. La CEDEF oblige les gouvernements à promouvoir, à protéger et à faire respecter l'égalité des droits des hommes et des femmes dans le cadre de leur juridiction.

Ce document de politique générale a pour but de doter la FAO d'un cadre qui oriente les efforts qu'elle déploie pour assurer l'égalité des sexes dans tous ses travaux techniques, et pour évaluer les résultats ; il fait appel à l'ensemble de l'Organisation pour contribuer à ces efforts. Cette politique précise le but et les objectifs de la FAO en matière d'égalité des

sexes, et définit une structure de responsabilité pour assurer le contrôle des politiques, ainsi que la réalisation des résultats. Il s'agit entre autres de préciser les rôles et responsabilités que comportent la coordination et le soutien de la mise en œuvre de la politique. Un autre plan d'action, s'appliquant cette fois aux ressources humaines et s'attaquant aux questions de parité hommes-femmes à la FAO, a été dressé pour 2010-2013, et une politique sur l'égalité des sexes destinée aux ressources humaines est prévue à plus long terme.

* FAO, 2013 - www.fao.org/docrep-regina.laub@fao.org



☉ Des partenariats pour des résultats – 29 récits de succès

Dans un contexte de croissance démographique et de raréfaction des ressources, l'expérience et le savoir-faire de la FAO ont plus que jamais un rôle à jouer dans la marche engagée pour vaincre la faim. La FAO partage son expertise en travaillant avec les agriculteurs, les scientifiques et les pouvoirs publics, cherchant à améliorer la production agricole et la vie des populations rurales, l'objectif général étant de veiller à ce que chacun ait accès à une alimentation nutritive et suffisante. Les enseignements tirés sont une autre source abondante de connaissances dans laquelle la FAO peut puiser et qu'elle peut partager. Mais bien entendu, nous ne pouvons-nous atteler seuls à la tâche. Il est essentiel que nous collaborions avec des partenaires de la communauté internationale, du secteur privé et de fondations pour vaincre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, accroître la production agricole tout en protégeant l'environnement, réduire la pauvreté rurale, favoriser des systèmes alimentaires sans exclusion et efficaces et renforcer la capacité de résistance des communautés face aux menaces et aux crises.

Les récits présentés montrent ce qu'il est possible de réaliser lorsque la FAO passe à l'action. Ils décrivent ce que la FAO a mis en place, ce qu'elle a amélioré et, surtout, les effets persistants de ses partenariats et de sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la gestion durable des ressources. Un des récits décrit l'expérience des clubs d'écoute communautaires de Dimitra.

Une courte vidéo "Des partenariats pour des résultats" montre cinq exemples, parmi tant d'autres, de la façon dont la FAO a fait la différence, et continuera de le faire. Un des exemples parle des clubs d'écoute communautaires Dimitra au Niger.

FAO, 2013

☉ Gender equality and food security – Women's empowerment as a tool against hunger

Parité hommes-femmes et sécurité alimentaire – Autonomisation des femmes pour lutter contre la faim

Il existe une forte relation entre la discrimination sexiste et les différents canaux par lesquels les ménages et les individus accèdent à l'alimentation – propre production, accès à l'emploi rémunéré, ou protection sociale. Le rapport montre que si l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes et la sécurité alimentaire se renforcent mutuellement, la parité hommes-femmes reste un objectif hors de portée dans nombre de régions de l'Asie et du Pacifique. Les rôles traditionnellement assignés à chaque sexe doivent impérativement évoluer. Cette évolution doit s'appuyer sur une meilleure information concernant l'éventail des inégalités et des contraintes spécifiques auxquelles les femmes sont confrontées. Par ailleurs, afin d'assurer la complémentarité des stratégies axées sur la parité hommes-femmes et de celles axées sur la sécurité alimentaire et d'en optimiser les synergies, une combinaison doit être trouvée entre la recon-

naissance des contraintes que les femmes doivent affronter, l'adoption de mesures qui aident à soulager les femmes de leurs fardeaux, et la redistribution des rôles familiaux entre les femmes et les hommes. Le rapport analyse comment cette combinaison peut être obtenue et recense les bonnes pratiques qui sont apparues dans la région Asie et Pacifique ainsi que dans d'autres régions du monde.

FAO et Banque asiatique de développement, 2013

☉ Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement

Cette fiche d'information présente les progrès réalisés par les femmes rurales par rapport aux indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), mettant en exergue certaines des avancées réalisées à cet égard, mais aussi des lacunes persistantes. Elle montre qu'au niveau mondial, et à quelques exceptions près seulement, les femmes rurales font moins bien que les hommes ruraux et les femmes et les hommes urbains au niveau de tous les indicateurs des OMD pour lesquels des données sont disponibles. Si la collecte de données dans ce cadre s'est améliorée au cours de ces dernières années – en partie en raison de l'intérêt croissant manifesté par les donateurs et les gouvernements – l'on demeure confronté à un manque général de données, non seulement sur le plan des données référencées par sexe, mais aussi au niveau géographique, d'une zone rurale et urbaine à l'autre. Cela a un impact sur notre capacité générale à contrôler avec assurance les progrès réalisés en faveur des OMD pour toutes les populations de ces dernières et précisément là où les progrès sont les plus nécessaires.

Equipe spéciale interinstitutions sur les femmes rurales (menée par la FAO, le FIDA et le PAM), 2013

☉ La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013 – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition

La malnutrition sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral, obésité – fait peser des coûts économiques et sociaux inacceptables sur les pays, à tous les niveaux de revenu. Pour améliorer la nutrition et réduire ces coûts, il faut se placer dans une optique multisectorielle qui prend comme point de départ l'alimentation et l'agriculture et les complète par des interventions dans les domaines de la santé publique et de l'éducation. Si le rôle de production d'aliments et de génération de revenus traditionnellement dévolu à l'agriculture reste fondamental, le système alimentaire dans son ensemble – des apports d'intrants et de la production à la consommation, en passant par la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail – peut cependant apporter une contribution bien plus conséquente à l'éradication de la malnutrition.

FAO, 2013
www.fao.org/publications/sofa/fr

☉ Training guide – Recherche sur le genre et les changements climatiques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le développement rural

Les femmes et les hommes jouent un rôle très important pour assurer la sécurité alimentaire, et leurs fonctions et responsabilités respectives doivent être bien comprises pour faire en sorte qu'hommes et femmes bénéficient à égalité des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Cependant la recherche pour comprendre comment les hommes et les femmes s'adaptent aux changements climatiques, atténuent les émissions et maintiennent leur sécurité alimentaire n'a guère avancé. Ce guide de formation permet de comprendre clairement les concepts liés au genre et à l'agriculture intelligente face au climat. Il décrit les différentes méthodes participatives afin de mener une recherche sexospécifique sur les incidences du changement climatique, et présente les différentes manières de rendre compte des résultats des travaux de recherche afin qu'ils soient analysés correctement. L'utilisation de ce guide garantira la collecte d'informations essentielles sur le genre et les changements climatiques, permettant ainsi aux chercheurs et aux agents du développement de formuler des politiques et programmes de développement rural appropriés sensibles au genre.

Une nouvelle infographie a été publiée avec le guide de formation : « Un accès équitable des femmes et des hommes aux ressources et aux pouvoirs afin d'assurer la sécurité alimentaire face au changement climatique ».

FAO & CGIAR/CCAFS, 2013
www.fao.org/climatechange/micca/gender/fr

☉ Understanding and integrating gender issues into livestock projects and programmes – A checklist for practitioners

Comprendre et intégrer les problèmes de parité hommes-femmes dans les projets et les programmes d'élevage – Une liste de contrôle pour les spécialistes

Cette brochure a pour but de faciliter l'analyse sexospécifique dans les projets et dans les programmes pour le secteur de l'élevage. Elle recense les principaux défis que les petits exploitants, en particulier les femmes, doivent relever dans la gestion des petits animaux (notamment, volailles et petits ruminants) et dans la production laitière. Ces secteurs spécifiques de l'élevage, y compris toutes les activités en rapport avec l'exploitation laitière, ont été choisis spécifiquement pour cette étude en raison de l'importance de la contribution et de la participation des femmes. La brochure est destinée à aider les experts et les professionnels de l'élevage impliqués dans des projets et des interventions sur le terrain à déterminer les principales contraintes auxquelles se heurtent les femmes et les hommes en matière d'accès, de contrôle et de gestion dans le domaine de l'élevage des petits animaux et de la production laitière et de concevoir des projets et des programmes qui s'attaquent à ces difficultés.

FAO, 2013

Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

⊙ Action collective des femmes : Libérer le potentiel des marchés agricoles

Les acteurs du développement favorisent de plus en plus « l'investissement au bénéfice des femmes » afin de garantir la sécurité alimentaire et la durabilité (ainsi que l'équité) dans le développement agricole. Dans ce contexte, l'action collective constitue un moyen essentiel, mais mal compris, pour les petites exploitantes agricoles de renforcer leur implication aux marchés agricoles. Ce rapport fournit de nouvelles preuves rigoureuses, obtenues à partir d'études quantitatives et qualitatives réalisées en Ethiopie, au Mali et en Tanzanie, à propos des bénéfices en termes d'économie et d'autonomisation, de la participation des femmes à des groupes d'action collective dans différents marchés et systèmes de production agricole. Les facteurs de succès et les stratégies d'intervention qui ont permis aux femmes de retirer le plus de bénéfices ont été analysés afin d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Les recherches mettent en évidence les lacunes, à la fois dans les pratiques de développement et dans l'environnement politique au sens large, qui doivent être corrigées afin de garantir que l'action collective sur les marchés agricoles soit synonyme d'efficacité et d'autonomisation pour les femmes en milieu rural.

Oxfam International, Rapport de recherche, 2013
<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/http://womenscollectiveaction.com/>

⊙ On Norms and Agency - Conversations about gender equality with women and men in 20 countries

Des normes et de « l'agency » – Conversations avec des hommes et des femmes sur l'égalité des sexes dans 20 pays

Cette étude porte sur 20 pays dans le monde, où plus de 4 000 femmes et hommes, dans des villages isolés et traditionnels et dans des quartiers urbains très peuplés, dans plus de 500 groupes cibles, discutent des effets des différences et des inégalités entre les sexes sur leur vie. Malgré des contextes sociaux et culturels divers, les traits et les attentes de la femme « idéale » et de l'homme « idéal » sont remarquablement semblables dans toutes les communautés urbaines et rurales échantillonnées. Les participants reconnaissent que les femmes cherchent activement à obtenir une égalité de pouvoir et de liberté, mais doivent constamment négocier et résister aux attentes traditionnelles quant à ce qu'elles doivent faire ou être. Lorsque les femmes obtiennent la liberté de travailler contre rémunération ou de poursuivre des études, elles doivent encore adapter leurs gains à ces attentes, en particulier pour ce qui concerne les responsabilités domestiques.

La Banque mondiale, 2012
www.worldbank.org/reference

⊙ Faire changer les chaînes : Equité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur

Cet ouvrage explique comment des organisations de développement et des entrepreneurs privés ont trouvé des solutions pour améliorer le rôle des femmes dans les chaînes de valeur – spé-

cialement des fermières et transformatrices possédant une petite exploitation. Il met en avant cinq stratégies pour atteindre cet objectif : 1) travailler avec les femmes sur des chaînes typiquement féminines (karité, volaille et produits laitiers), 2) créer des opportunités pour les femmes d'intégrer des chaînes typiquement masculines, 3) appuyer hommes et femmes dans le renforcement de capacité, l'organisation, la sensibilisation et l'accès à la finance, 4) utiliser des standards et la certification pour promouvoir l'équité hommes-femmes, et 5) promouvoir un business responsable et sensible à la question du genre. Ce livre se base sur un nombre conséquent de cas provenant du monde entier, couvrant une variété de cultures et de produits d'élevage.

KIT, Agri-ProFocus, IIRR, 2013
www.kitpublishers.nl

⊙ From counting women to making women count : Focusing on women in media development programs

Ne plus compter les femmes mais faire en sorte qu'elles comptent : Cibler les femmes dans les programmes de développement des médias

La voix des femmes est essentielle pour le développement de la société ; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont donc indispensables pour trouver des solutions aux problèmes de développement les plus pressants. Bien que la parité soit inscrite dans les programmes de développement depuis près de 40 ans, un large éventail de parties prenantes signalent que la parité continue d'être un élément secondaire, ou une simple case à cocher pendant la mise en œuvre d'un programme. Ce document soutient que comme les autres secteurs, le secteur du développement des médias doit apporter une plus grande rigueur empirique à ses opérations afin d'intégrer la parité. Il s'efforce d'orienter les professionnels du développement des médias et propose une vision historique et contemporaine des principales politiques, recherches et approches en matière d'intégration de la parité, produites par les chercheurs, les spécialistes et la communauté des donateurs.

Internews, 2013
www.internews.org

⊙ Gender equality and economic growth : Is there a win-win ?

Egalité des sexes et croissance économique : Y-a-t-il une solution gagnant-gagnant ?

Dans quelle mesure l'égalité des sexes contribue-t-elle à la croissance économique ? Et dans quelle mesure l'inverse se vérifie-t-il ? Un nombre croissant d'études se penchent sur ces relations, à l'aide généralement de l'analyse de régression dans plusieurs pays. Ces études se caractérisent par une rigueur méthodologique variable pour prendre en compte les problèmes associés à l'analyse économétrique à ce niveau élevé d'agrégation, notamment les problèmes de causalité inverse. Compte tenu de ces problèmes, l'examen de cette littérature suggère que la relation entre l'égalité des sexes et

la croissance économique est de type asymétrique. Les éléments en faveur de la proposition que l'égalité des sexes, en particulier dans l'éducation et l'emploi, contribue à la croissance sont beaucoup plus cohérents et rigoureux que la proposition inverse, à savoir que la croissance économique contribue à l'égalité des sexes en termes de santé, de bien-être et de droits. Dans une perspective de croissance, la promotion de certaines dimensions du genre semble donc offrir une solution gagnant-gagnant, mais dans une perspective d'égalité des sexes, rien ne garantit que la croissance à elle seule est à même de résoudre les dimensions cruciales du genre. Il faudra donc soit reformuler les stratégies de croissance afin qu'elles soient plus inclusives dans leurs impacts, soit mettre en place des mesures de redistribution afin de garantir que les hommes et les femmes profitent également de la croissance.

IDS Working Paper 417, 2013
www.ids.ac.uk/publication

⊙ Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains

Ceci est le treizième volume de cette publication, qui fournit des informations générales sur les tendances de développement relatives aux questions de genre, à la pauvreté et à l'environnement dans 54 pays africains. La publication comprend trois principales parties. La première présente un article spécial sur « Promouvoir la croissance verte en Afrique : Perspectives de la Banque africaine de développement ». La deuxième partie présente des données comparatives croisées par pays sur les objectifs du millénaire pour le développement, le genre, la pauvreté et l'environnement. La troisième partie fournit des données spécifiques détaillées pour chacun des 54 pays.

ADB, 2013
www.afdb.org

⊙ Information technology and farm households in Niger

Technologies de l'information et ménages agricoles au Niger

Ce rapport technique cherche à comprendre l'impact que peut avoir un meilleur accès aux technologies de l'information sur la production et les pratiques commerciales des agriculteurs en Afrique subsaharienne, tout particulièrement au Niger. Les recherches dans ce domaine suggèrent que l'accès à la téléphonie mobile peut réduire les coûts de la communication et de la recherche, augmentant ainsi l'accès des ménages ruraux aux informations sur les prix et le marché du travail. La réduction des asymétries de l'information doit, théoriquement, permettre aux ménages de mieux répondre aux chocs. Le rapport constate que l'accès accru à un téléphone mobile dans le cadre d'un programme éducatif destiné aux adultes augmente la diversité des plantes cultivées, en particulier les plantes commerciales marginales cultivées par les femmes. Cela augmente aussi la probabilité que ces plantes commerciales soient cultivées, mais n'augmente pas le prix versé au producteur.

PNUD, 2012
www.undp.org



Le rapport formule 12 recommandations pour le développement d'une petite agriculture qui tienne compte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

ODI, 2013
www.odi.org.uk

🕒 **Transforming agricultural development and production in Africa: Closing gender gaps and empowering rural women in policy and practice**

Transformer le développement et la production agricoles en Afrique : Réduire les disparités entre les sexes et autonomiser les femmes rurales dans le domaine des politiques et des pratiques

Ce rapport présente les résultats d'un programme conjoint du FIDA, du Salzburg Global Seminar (SGS) et du Fonds belge pour la sécurité alimentaire. Le programme a réuni des participants venant de plus de 20 pays, dont la majorité en Afrique subsaharienne, et représentant une gamme variée de parties prenantes. Entre autres points importants, les parties prenantes ont élaboré une théorie du changement qui constitue une aide à la décision stratégique. Les participants ont aussi présenté des approches innovantes susceptibles d'aider, conjointement, à améliorer le développement rural et à autonomiser les femmes.

FIDA, SGS, BFFS, 2012
www.ifad.org/gender

🕒 **Unlocking the potential: Women and mobile financial services in emerging markets**

Libérer le potentiel : Les femmes et les services financiers mobiles dans les marchés émergents

Les services financiers mobiles sont en rapide expansion dans les pays en développement. Les opérateurs mobiles, les institutions financières, les gouvernements et les autres prestataires de services, essayent de déterminer comment construire des services, des réseaux de distribution et des approches commerciales qui soient attrayants et conviviaux et qui permettent d'intégrer les services financiers mobiles dans leurs structures nationales avec des modes opératoires viables à long terme. Un thème invariablement absent de ces discussions ce sont les femmes, notamment leurs besoins en matière de services financiers mobiles, ainsi que le rôle essentiel qu'elles jouent dans la réussite du déploiement de ces services. Cela n'a rien de surprenant étant donné les disparités qui existent en général entre les hommes et les femmes en matière d'appropriation et d'utilisation des services financiers mobiles. Bien qu'il soit avéré que l'insertion financière des femmes peut jouer un rôle dans le développement économique et l'autonomisation, et malgré le rôle que les portables peuvent jouer, les liens entre l'insertion financière des femmes et les services financiers mobiles ne sont toujours pas inscrits dans les débats. Ce rapport donne des indications sur les besoins des femmes en matière d'outils de gestion financière et sur l'utilisation des services financiers en Indonésie, au Kenya, au Pakistan, en Papouasi-Nouvelle-Guinée et en Tanzanie. Les informations présentées ont aussi des incidences sur l'action des prestataires de services financiers mobiles dans les marchés émergents.

GSM, 2013
www.gsma.com

🕒 **Jeunes et compétences : l'éducation au travail**

A travers le monde, de nombreux jeunes – en particulier défavorisés – quittent l'école sans avoir acquis les compétences dont ils auront besoin pour se faire une place dans la société et trouver un emploi décent. En plus de contrarier les espoirs des jeunes, cet échec des systèmes d'enseignement compromet l'équité de la croissance économique et la cohésion sociale et empêche de nombreux pays de tirer parti des avantages potentiels que peut leur apporter la population croissante des jeunes. Le Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous 2012 montrera de quelle façon des programmes de développement des compétences peuvent être améliorés et leur champ d'application étendu afin d'offrir aux jeunes de plus grandes chances d'accéder à des emplois décents et à de meilleures conditions de vie.

UNESCO, 2013
www.unesco.org

🕒 **Pas de hasard – Résilience et inégalités face au risque**

Oxfam apporte un soutien vigoureux aux efforts déployés au niveau international pour renforcer la résilience. Oxfam estime que pour avoir un impact maximal, ces efforts doivent s'attaquer aux questions d'inégalité et de pouvoir, qui sont trop souvent négligées. Le rapport préconise une nouvelle approche de réduction de la pauvreté afin de traiter toute la gamme des risques auxquels les personnes les plus pauvres sont de plus en plus confrontées, qu'il s'agisse de chocs systémiques comme la flambée des prix alimentaires et les catastrophes naturelles ou de stress à long terme dus au changement climatique ou à des conflits prolongés ou encore de risques au niveau des ménages comme les maladies. Le rapport montre que la vulnérabilité à nombre de ces risques est plus élevée dans les pays où les inégalités de revenu sont les plus grandes. Les femmes doivent faire face à d'énormes difficultés dues à leur statut social, politique et économique. C'est pourquoi le renforcement de la résilience doit impérativement s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et non pas seulement à ses symptômes.

Oxfam Briefing Paper, 2013
www.oxfam.org

🕒 **Un seul doigt ne peut pas soulever une pierre : Faciliter les plateformes innovantes pour provoquer le changement institutionnel en Afrique de l'Ouest // Réfléchir ensemble : les plateformes d'innovation agricole dans la pratique**

Établir et faciliter une plateforme multipartite afin de stimuler l'innovation ou le changement institutionnel relève plus de l'art que de la science. Ces deux volumes publiés par KIT Publishers, sur la base des contributions de facilitateurs qui travaillent dans neuf pays africains, présentent de nombreuses expériences locales précieuses pour ceux qui se lancent dans un tel processus. Il y a peu de chance que deux plateformes d'innovation soient semblables, mais les études de cas présentées ici montrent les différents modes de fonctionnement possibles et la manière dont les facilitateurs peuvent soutenir les différentes étapes du cycle d'innovation. La première publication est centrée sur des exemples au Ghana, au Mali et au Bénin, tandis que la seconde comporte aussi des expériences de facilitateurs travaillant en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique australe.

KIT Publishers, 2012
www.kitpublishers.nl

🕒 **Smallholder agriculture's contribution to better nutrition**

Contribution des petits agriculteurs à une meilleure nutrition

L'insécurité et la dénutrition restent un problème pressant dans les pays en développement. Malgré la contribution directe des petits agriculteurs et de leurs ménages à la production vivrière, leur vulnérabilité à ces formes de la faim est disproportionnée. Ce document pose la question de savoir comment la petite agriculture qui est durable peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et réduire la dénutrition. En s'appuyant sur la littérature publiée dans ce domaine et sur cinq études de cas (Ghana, Bangladesh, Tanzanie, Zambie et Inde), il examine comment le développement de la petite agriculture peut aider à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, comment les politiques de développement peuvent renforcer cette contribution, quelles sont les mesures complémentaires à mettre en place et quelles doivent être les conditions politiques pour avoir de meilleures politiques.